

NEOEN

RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL

30 JUIN 2020



1	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	2
2	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	4
2.1	Indicateurs alternatifs de performance et données opérationnelles	6
2.2	Analyse de l'activité et des résultats du premier semestre.....	8
2.3	Financements et investissements	22
2.4	Principales transactions avec les parties liées.....	28
2.5	Evènements postérieurs à la clôture	28
2.6	Description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants	29
3	ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 30 JUIN 2020	30
3.1	Comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2020	32
3.2	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2020	64

1

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice ».

Xavier BARBARO

Président - directeur général

2

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

2.1	Indicateurs alternatifs de performance et données opérationnelles	6
2.1.1	Indicateurs non Gaap	6
2.1.2	Informations sur les principales données opérationnelles	7
2.2	Analyse de l'activité et des résultats du premier semestre.....	8
2.2.1	Aperçu de l'activité	8
2.2.2	Perspectives 2020 et tendances 2021.....	8
2.2.3	Commentaire de Xavier Barbaro, président - directeur général de Neoen.....	8
2.2.4	Éléments significatifs de la période	9
2.2.5	Commentaires sur l'activité	12
2.3	Financements et investissements	22
2.3.1	Indicateurs suivis par le Groupe.....	22
2.3.2	Passage de l'endettement financier consolidé à la dette nette	23
2.3.3	Situation et flux de trésorerie	25
2.3.4	Investissements	27
2.4	Principales transactions avec les parties liées.....	28
2.5	Evènements postérieurs à la clôture	28
2.6	Description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants	29

2.1 INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE ET DONNEES OPERATIONNELLES

2.1.1 INDICATEURS NON GAAP

Le Groupe présente, en complément des mesures IFRS, plusieurs indicateurs supplémentaires : l'EBITDA, la dette nette et le ratio de levier. Ces mesures ne sont pas des indicateurs prévus par les normes IFRS et n'ont pas de définitions standardisées. Par conséquent, les définitions utilisées par le Groupe pourraient ne pas correspondre aux définitions données à ces mêmes termes par d'autres sociétés. Ces mesures ne doivent pas être utilisées à l'exclusion ou en substitution des mesures IFRS. En particulier, la dette nette ne doit pas être considérée comme un substitut à l'analyse de la dette financière brute et de la trésorerie et équivalents de trésorerie tels que présentés selon les normes IFRS. Les tableaux ci-après présentent ces indicateurs pour les périodes indiquées ainsi que leurs calculs.

Réconciliation de l'EBITDA

(En millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Var	Var (en %)
Résultat opérationnel courant	95,9	58,1	+ 37,8	+ 65%
Amortissements et provisions opérationnels courants	(52,3)	(35,9)	- 16,4	- 46%
EBITDA⁽¹⁾	148,2	94,0	+ 54,2	+ 58%

(1) L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et provisions opérationnels courants.

Dette nette

(En millions d'euros)	30.06.2020	31.12.2019	Var	Var (en %)
Total dettes financières⁽¹⁾	2 744,4	2 414,6	+ 329,8	+ 14%
Investisseurs minoritaires et autres ⁽²⁾	(30,7)	(30,4)	- 0,3	- 1%
Total dettes financières ajustées	2 713,7	2 384,1	+ 329,6	+ 14%
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	(589,5)	(460,5)	- 129,0	- 28%
Dépôts de garantie ⁽³⁾	(84,6)	(111,0)	+ 26,4	+ 24%
Instruments dérivés actifs – effets des couvertures ⁽⁴⁾	(1,3)	(2,0)	+ 0,7	+ 34%
Total dette nette	2 038,3	1 810,6	+ 227,7	+ 13%

(1) Comprend essentiellement les dettes liées au financement des projets, les composantes dette des emprunts obligataires convertibles émis en 2019 (OCEANE) et en 2020 (OCEANE Verte), les instruments de couverture de risque de taux dont la valeur de marché est négative et les dettes locatives qui sont incluses dans le calcul de la dette nette, en regard d'un EBITDA qui n'inclut pas les charges de loyers (application d'IFRS 16 « Contrats de location »). Les dettes financières sont détaillées en note 16.2 des états financiers consolidés semestriels.

(2) Comprend notamment les prêts d'actionnaires octroyés aux sociétés de projets ou holdings de sociétés de projets par des actionnaires minoritaires.

(3) Comprend principalement des dépôts constitués dans le cadre de financements de projets, au titre de comptes de réserve du service de la dette (DSRA), ou dans le cadre de leur construction. La baisse constatée au cours de la période s'explique principalement par le remboursement des DSRA des sociétés de projets Hornsdale 1, 2 et 3, qui a eu lieu dans le cadre du refinancement de ces sociétés.

(4) Instruments dérivés de couverture de risque de taux ayant une valeur de marché positive. Les instruments de couverture de risque de taux dont la valeur de marché est négative figurent dans le total des dettes financières (se reporter à la note 16.2 des états financiers consolidés semestriels).

Ratio de levier

Le tableau ci-après présente le ratio de levier aux dates indiquées. Ce ratio correspond au rapport entre la dette nette et l'EBITDA (calculé sur une période de 12 mois glissants).

	30.06.2020	31.12.2019
Ratio de levier	8,0x	8,4x

2.1.2 INFORMATIONS SUR LES PRINCIPALES DONNEES OPERATIONNELLES

	30.06.2020	31.12.2019	Variations
Nombre de MW en opération ⁽¹⁾	2 085	1 847	+ 239
Europe – Afrique	909	813	+ 96
Australie	881	881	-
Amériques	295	152	+ 143
Nombre de MW en construction ⁽¹⁾	1 498	1 193	+ 305
Europe – Afrique	191	203	- 12
Australie	724	264	+ 460
Amériques	583	726	- 143
Nombre de MW des projets <i>awarded</i> ⁽¹⁾	773	1 082	- 309
Europe – Afrique	773	730	+ 43
Australie	-	352	- 352
Amériques	-	-	-
Total des MW du <i>secured portfolio</i>	4 357	4 122	+ 235
Nombre de MW des projets <i>tender-ready</i> et <i>advanced development</i> ⁽¹⁾	30.06.2020	31.12.2019	Variations
Europe – Afrique	2 370	2 241	+ 128
Australie	2 949	2 287	+ 662
Amériques ⁽²⁾	1 498	2 001	- 503
Total des MW de l'<i>advanced pipeline</i>	6 817	6 529	+ 287
Total Portefeuille	11 174	10 652	+ 522
Projets <i>early stage</i>	> 4 GW	> 4 GW	

(1) Pour une définition des différents stades de développement des projets du Groupe, le lecteur est invité à se référer au « glossaire » du document d'enregistrement universel 2019.

(2) Le recul observé sur la zone Amériques s'explique essentiellement par l'abandon de projets au Mexique, aux Etats-Unis et en Colombie.

	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Variations
Production (MWh)	2 067	1 330	+ 55%
Disponibilité moyenne des installations en exploitation			
photovoltaïque (%)	98,3%	99,0%	- 0,7 pt
éolien (%)	98,6%	99,2%	- 0,6 pt
Load factor ⁽¹⁾ moyen des installations en exploitation			
photovoltaïque (%)	18%	18%	-
éolien (%)	34%	34%	-
Durée résiduelle des contrats de vente d'électricité			
photovoltaïque (années, pondéré par MWh)	14,8	14,9	- 0,1
éolien ⁽²⁾ (années, pondéré par MW)	14,0	16,3	- 2,3

(1) Le facteur de charge (load factor) correspond au temps équivalent (en pourcentage de la période observée) pendant lequel il faudrait injecter à puissance maximale pour arriver à produire la même quantité d'énergie que celle fournie par la centrale.

(2) Le recul de la durée résiduelle des contrats de vente d'électricité éoliens s'explique essentiellement par l'acquisition de parcs irlandais en août 2019 ainsi que par l'entrée en vigueur du PPA de Hedet en Finlande au deuxième trimestre 2020.

2.2 ANALYSE DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE

2.2.1 APERÇU DE L'ACTIVITE

Neoen enregistre des résultats en forte progression au premier semestre 2020 :

- Le chiffre d'affaires s'est élevé à 157,2 millions d'euros, en hausse de + 33 % par rapport au premier semestre 2019 ;
- L'EBITDA¹ s'est établi à 148,2 millions d'euros, en augmentation de + 58 %, avec une marge d'EBITDA² de 94 % ;
- Le résultat net part du Groupe a atteint 22 millions d'euros, en progression de + 32 % ;
- Le Groupe dispose d'une position de liquidité solide avec une trésorerie de 590 millions d'euros au 30 juin 2020 et un crédit syndiqué non tiré de 200 millions d'euros ;
- Les actifs en opération ou en construction s'élèvent à 3,6 GW à fin juin 2020 contre 3,0 GW à fin décembre 2019 ;
- Le Groupe resserre sa fourchette de prévision d'EBITDA 2020 à un niveau compris entre 270 et 285 millions d'euros³ à taux de change constants⁴, avec une marge d'EBITDA supérieure à 85% ;
- Neoen réitère ses objectifs pour 2022.

2.2.2 PERSPECTIVES 2020 ET TENDANCES 2021

Neoen resserre sa fourchette de prévision d'EBITDA pour l'exercice 2020 à un niveau compris entre 270 et 285 millions d'euros⁵, contre 270 à 300 millions d'euros communiqué jusqu'à présent, avec une marge d'EBITDA supérieure à 85%. Cet ajustement est notamment dû au décalage dans la mise en service de certains projets ainsi qu'aux conditions dégradées d'ensoleillement en Australie et de vent en Europe observées au troisième trimestre.

Le Groupe rappelle que cet objectif d'EBITDA tient compte de la meilleure estimation à date du calendrier de mise en service des centrales en cours de construction ainsi que du niveau des prix de marché actuels. Neoen précise également que cet objectif prend en compte l'hypothèse d'une production à un niveau normal de la centrale d'El Llano au Mexique.

Neoen confirme par ailleurs son objectif de plus de 5 GW de capacité en opération ou en construction à la fin de l'année 2021, capacité qui sera pleinement opérationnelle fin 2022. Neoen réitère également son objectif d'EBITDA supérieur à 400 millions d'euros⁵ en 2022. Ces objectifs tiennent également compte de la meilleure estimation à date du calendrier d'exécution de ses projets.

¹ L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et provisions opérationnels courants.

² La marge d'EBITDA correspond au ratio EBITDA / chiffre d'affaires.

³ Contre une fourchette de 270 à 300 millions d'euros prévue initialement.

⁴ Prévisions données à taux de change constants par rapport à 2019.

⁵ A taux de change constants par rapport à 2019.

2.2.3 COMMENTAIRE DE XAVIER BARBARO, PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL DE NEOEN

Xavier Barbaro, président – directeur général de Neoen, déclare : « Nos résultats semestriels sont en forte augmentation avec un chiffre d'affaires et un EBITDA en hausse respective de 33 % et 58 % par rapport au premier semestre 2019, et ce malgré le décalage de la mise en service de quelques projets. Cette performance témoigne du profil de croissance de notre Groupe alimenté par le développement continu de notre portefeuille de projets. Au premier semestre, le nombre d'actifs en opération ou en construction a encore progressé de 600 MW pour atteindre 3,6 GW. Nous avons aussi sécurisé au cours de cette période de nouveaux projets éoliens, solaires et de stockage en France, en Australie ainsi qu'en Finlande. Depuis la fin du semestre, nous avons également remporté, dans le cadre d'appels d'offre gouvernementaux, trois projets solaires en Irlande d'une capacité totale de 55 MWc ainsi qu'un projet éolien de 100 MW en Australie. Ces succès illustrent notre capacité à proposer des projets compétitifs et viennent conforter nos perspectives de croissance. Neoen poursuit son développement en disposant d'une situation financière saine et d'une liquidité robuste avec près de 600 millions d'euros de trésorerie à fin juin 2020. »

2.2.4 ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE

2.2.4.1 POURSUITE DE LA CROISSANCE DU PORTEFEUILLE

Les capacités en opération ou en construction ressortent à 3,6 GW à fin juin 2020 contre 3,0 GW à fin décembre 2019. Au cours du premier semestre 2020, le Groupe a mis en opération la centrale solaire de Capella (143 MWc¹) au Salvador, le parc éolien de Hedet en Finlande (81 MW), qui alimente le centre de données finlandais de Google à Hamina, ainsi que trois centrales solaires en France d'une capacité totale de 15 MWc.

Neoen a également lancé la construction de 544 MW au premier semestre 2020 dont 460 MWc sur le seul deuxième trimestre, correspondant à la capacité totale de Western Downs. Ce parc, qui sera la plus grande centrale photovoltaïque d'Australie, bénéficie d'un contrat de vente d'électricité de 352 MWc² avec CleanCo Queensland, entreprise publique producteur et fournisseur d'énergie propre dans l'Etat du Queensland. Le Groupe avait précédemment lancé, au premier trimestre, la construction d'Yliikkälä Power Reserve (30 MW / 30 MWh) en Finlande, la plus grande unité de stockage par batterie des pays nordiques. Cette batterie a vocation à jouer un rôle déterminant pour assurer la stabilité du système électrique national, géré par Fingrid. Outre une plus grande fiabilité et l'optimisation des coûts de stabilisation du réseau électrique, cette installation facilitera l'intégration de futurs projets d'énergies renouvelables. Au cours du premier semestre 2020, Neoen a également lancé la construction du parc éolien du Mont de Malan (29 MW) et de deux centrales solaires (25 MWc au total) en France.

Les actifs en opération, en construction ou *awarded* représentent 4,4 GW au 30 juin 2020 contre 4,1 GW à fin décembre 2019. Neoen compte 216 MW³ de nouveaux projets *awarded* sur les six premiers mois de l'année : la batterie d'Yliikkälä Power Reserve, déjà en cours de construction, le parc éolien La Verte Epine en France (12 MW), 108 MWc de capacité supplémentaire sur le projet de Western Downs (qui s'ajoutent aux 352 MWc de capacité déjà remportés en 2019 dans le cadre du contrat de vente d'électricité précité) et 66 MWc de projets solaires en France, gagnés au deuxième trimestre 2020 dans le cadre de l'appel d'offres gouvernemental CRE 4.7.

Le total du portefeuille ressort à 11,2 GW à fin juin 2020 contre 10,7 GW à fin décembre 2019.

2.2.4.2 UN PREMIER SEMESTRE MARQUE PAR LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Le 30 janvier 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré l'état d'urgence de santé publique de portée internationale à la suite de la propagation du virus du COVID-19 et l'a qualifié de pandémie le 11 mars 2020. En réponse à cette crise sanitaire, les gouvernements du monde entier ont été dans l'obligation d'adopter des mesures restrictives sociales et économiques afin de contenir la circulation du virus. Ces mesures ont notamment déclenché des perturbations importantes pour les entreprises, entraînant un ralentissement économique mondial.

Dans ce contexte, la première responsabilité du Groupe a été de préserver la santé de l'ensemble de ses collaborateurs tout en poursuivant ses activités. Le groupe Neoen a ainsi limité les déplacements du personnel, a massivement déployé des modes de travail alternatifs et a recouru au télétravail lorsque cela était possible ; ceci, tout en poursuivant activement le développement de son portefeuille avec la mise en service de nouveaux actifs (239 MW sur la période), le lancement de la construction de plus de 500 MW et le renforcement de son portefeuille de projets sécurisés.

Le groupe Neoen est ainsi parvenu à poursuivre son développement, en dépit de retards ponctuels dans la réalisation de ses projets, et à maintenir une croissance dynamique de son chiffre d'affaires, de son EBITDA et de son résultat net (se référer aux paragraphes 2.2.5.3 et 2.2.5.4) tout en préservant sa trésorerie et sa liquidité tout au long de la période. En conséquence il n'a pas eu recours aux mesures d'accompagnement gouvernementales. Les actifs du groupe Neoen opérant très majoritairement dans le cadre de contrats long terme d'achats d'électricité avec des contreparties essentiellement de premier rang, ils n'ont été affectés que de manière limitée par les fluctuations ayant impacté les marchés financiers et de l'électricité au cours du semestre. Le groupe Neoen n'a en conséquence pas identifié d'indice de perte de valeur susceptible d'affecter ces actifs.

Par ailleurs, le groupe Neoen n'a pas identifié de risque de liquidité inhérent à la crise sanitaire, ayant notamment conclu sur la période l'émission de son premier crédit syndiqué *corporate* et d'une OCEANE Verte (se référer à la section 3.1 - notes 14 et 16.2).

Enfin, les coûts spécifiques liés à l'épidémie de COVID-19 restent marginaux à l'échelle du Groupe et concernent principalement les équipements et mises en conformité sanitaires.

¹ Incluant une batterie de stockage de 3 MW / 2 MWh.

² PPA rentré dans la catégorie *awarded* du portefeuille au T4 2019.

³ Auxquels s'ajoutent 18 MW de réévaluation de puissance, ce qui représente au total une hausse de 234 MW.

2.2.4.3 REFINANCEMENT DES PROJETS EOLIENS HORNSDALE EN AUSTRALIE

Dans le cadre d'une gestion active de ses financements, le groupe Neoen a finalisé, le 21 janvier 2020, le refinancement des dettes des centrales en exploitation Hornsdale 1, 2 et 3, donnant lieu à un remboursement des dettes existantes pour 527,2 millions de dollars australiens (auxquels s'ajoutent 52,5 millions de dollars australiens de remboursement de swaps) ainsi qu'à l'émission de nouvelles dettes pour 606,5 millions de dollars australiens. Cette opération a permis au Groupe de bénéficier de conditions de financement plus avantageuses, notamment du fait de l'allongement de l'horizon de remboursement (jusqu'à 22 ans à compter du refinancement).

Conformément aux principes fixés par la norme IFRS 9 « Instruments financiers », s'agissant d'une modification substantielle du financement, le groupe Neoen a comptabilisé les frais d'émission non encore amortis et les pénalités de remboursements anticipés en charges financières à hauteur de (4,9) millions d'euros (se référer à la section 3.1 - note 16.2).

2.2.4.4 MISE EN PLACE D'UN CREDIT SYNDIQUE DE 200 MILLIONS D'EUROS INTEGRANT DES CRITERES ESG

En mars 2020, Neoen S.A. a conclu un premier crédit syndiqué de 200 millions d'euros indexant ses conditions financières sur des indicateurs Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG). Ce contrat comprend un crédit amortissable d'un montant total de 125 millions d'euros et un crédit renouvelable d'un montant de 75 millions d'euros, ayant tous deux une maturité au 31 juillet 2024. Cette opération a été réalisée dans le but de renforcer les ressources financières du groupe Neoen dans le cadre de sa stratégie de croissance. Les frais d'émission de ce crédit syndiqué s'élèvent à 2 millions d'euros. Au 30 juin 2020, ces deux instruments ne sont pas encore mobilisés.

2.2.4.5 AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE AUX SALARIES

Le 29 avril 2020, Neoen S.A. a mis en œuvre une augmentation de capital réservée à ses salariés en France. Ce plan proposait à chaque bénéficiaire l'acquisition de 118 actions nouvelles au prix préférentiel de souscription de 21,92 euros par action (bénéficiant d'une décote de 30 % par rapport à la moyenne des cours de l'action des vingt dernières séances de bourse précédant le jour de fixation du prix par le conseil d'administration du 25 mars 2020) et un abondement à raison d'une action offerte pour une action souscrite. Le groupe Neoen a comptabilisé cette opération conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions ». Celle-ci s'est traduite par un impact de 0,7 million d'euros en capitaux propres et de (0,4) million d'euros en charges de personnel.

2.2.4.6 EMISSION OBLIGATAIRE D'UNE « OCEANE VERTE »

Le 2 juin 2020, Neoen S.A. a réalisé une émission obligataire à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes pour un montant nominal maximal de 170 millions d'euros, portant intérêts à un taux annuel de 2,0 % payable semestriellement à terme échu les 2 décembre et 2 juin de chaque année, et pour la première fois le 2 décembre 2020.

La valeur unitaire des obligations a été fixée à 46,20 euros correspondant à une prime de 40 % par rapport au cours de référence de Neoen. A moins qu'elles n'aient été converties, échangées, remboursées ou rachetées et annulées, les obligations seront remboursées au pair le 2 juin 2025.

Conformément aux principes fixés par la norme IAS 32 « Instruments financiers : présentation », cette émission a été traitée comme un instrument composé, la composante dette (obligation sans option de conversion) s'élevant, nette de frais, à environ 142,8 millions d'euros et la composante capitaux propres (option de conversion) à près de 24,9 millions d'euros, nette de frais (se référer à la section 3.1 - notes 16 et 18.2). Le taux d'intérêt effectif de la composante dette s'élève à 5,80 %.

2.2.4.7 ACTIONS PROPRES

Dans le cadre de l'émission de l'OCEANE Verte souscrite le 2 juin 2020, Neoen S.A. a fait l'acquisition de 60 606 actions propres pour un montant de 2 millions d'euros. Ces actions sont traitées comptablement comme des actions d'auto-contrôle dans les états financiers consolidés.

2.2.4.8 NEOEN REJOINT L'INDICE SBF 120

Le 11 juin 2020, Neoen a annoncé son entrée dans l'indice SBF 120, regroupant les 120 premières valeurs cotées sur Euronext Paris en termes de liquidité et de capitalisation boursière. Dans le cadre de la révision trimestrielle des indices d'Euronext Paris, le Conseil Scientifique des Indices a en effet pris la décision d'inclure Neoen dans l'indice SBF 120, ainsi que dans l'indice CAC Mid 60. L'inclusion de Neoen dans ces indices consacre la qualité de son parcours boursier depuis son introduction en bourse en octobre 2018. La capitalisation boursière de la société a depuis plus que doublé pour atteindre plus de 3 milliards d'euros. Cette forte progression s'est accompagnée d'une augmentation régulière des volumes échangés.

2.2.4.9 EXPOSITION DU GROUPE A L'ARGENTINE

Au 30 juin 2020, la contribution de l'ensemble des entités argentines au bilan du groupe Neoen s'élevait à 242,4 millions d'euros, et se décomposait notamment comme suit :

- immobilisations incorporelles et corporelles : 197,8 millions d'euros ;
- trésorerie et équivalents de trésorerie : 15,8 millions d'euros ;
- dettes au titre de financement de projets : 145,7 millions d'euros.

Par ailleurs, pour garantir les engagements de Neoen au titre du projet Altiplano, des garanties bancaires, sous forme de lettres de crédit, ont été émises par des établissements bancaires, dont 28,8 millions de dollars américains étaient en vigueur au 30 juin 2020 faisant l'objet, à titre de couverture, de dépôts de garantie en espèces effectués par le groupe Neoen à hauteur de 21,6 millions de dollars américains. Neoen a aussi contre-garanti à hauteur de 55 millions de dollars américains, les garanties émises par un assureur au titre de la bonne exécution des obligations des sociétés de projets dans le cadre des *Power Purchase Agreement* signés avec CAMMESA (administrateur du marché de l'électricité).

La dépréciation du peso argentin contre le dollar américain, monnaie fonctionnelle des entités argentines, a quant à elle généré des pertes de change latentes, relatives principalement à des crédits de TVA libellés en pesos argentins, en attente de remboursement, affectant le résultat financier consolidé, pour un montant de 3,7 millions de dollars américains au titre du premier semestre 2020.

Par ailleurs, les règles mises en place par la Banque Centrale de la République d'Argentine au cours du second semestre 2019, visant à restreindre l'accès aux devises étrangères aux entreprises et particuliers argentins afin d'endiguer la dévaluation du peso argentin (ARS) par rapport au dollar américain (USD), ont pour conséquence, à la date de publication des comptes du groupe Neoen, de restreindre substantiellement la possibilité d'achat de dollars sur le marché des changes argentins à des fins de i) remboursements des comptes courants d'actionnaires libellés en USD en faveur du projet Altiplano (s'élevant à 74,4 millions de dollars américains, y compris intérêts courus pour 6,2 millions de dollars américains, au 30 juin 2020) et ii) paiements de dividendes. Ces restrictions n'affectent pas en revanche les paiements, au titre du service des dettes libellées en USD (remboursement en principal ou intérêt), en faveur des prêteurs étrangers sur ce projet.

En dépit de la situation macro-économique et financière du pays, les partenaires financiers du groupe ont néanmoins continué à soutenir le projet par des tirages de dette réalisés au cours du premier semestre 2020.

Le 22 mai 2020, le gouvernement Argentin a cependant formellement dépassé la période de grâce octroyée pour le paiement d'une échéance de 502 millions de dollars américains au titre de sa dette souveraine. Depuis cette date des négociations entre le gouvernement et les principaux groupes de créiteurs ont permis de conclure une restructuration de la dette souveraine, effective depuis le début septembre 2020. Celle-ci a permis de réduire massivement la charge financière du pays en réduisant la valeur actualisée des paiements de 45 % et en octroyant une période de répit avant les prochaines échéances de remboursement prévues en 2024.

Enfin, bien qu'affectées par la pandémie de COVID-19 et les restrictions imposées par les gouvernements fédéraux et provinciaux, les opérations de construction, suspendues pour un temps, sont toujours en cours pour une mise en service progressif dans le courant du dernier trimestre 2020.

La situation macro-économique argentine n'a ainsi pas affecté le projet de manière substantielle, et à la connaissance du groupe, n'a pas non plus affecté la capacité des entités publiques argentines à honorer leurs obligations au titre du programme Renovar.

2.2.4.10 SITUATION DU PROJET EL LLANO

En date de clôture semestrielle, le début d'opération commerciale (*COD – Commercial Operation Date*) et la réception technique provisoire (*PA – Provisional Acceptance*) de la centrale mexicaine d'El Llano n'avaient pas été prononcés, en raison notamment des retards pris dans la finalisation des opérations de construction, inhérents pour partie aux conséquences de l'épidémie de COVID-19, ainsi que du fait de délais dans la réalisation des tests pré-opérationnels par le Centre National de Contrôle de l'Énergie (CENACE), entraînant de fait certaines non-conformités documentaires au sens des contrats de financement de cette centrale. En conséquence, les financements mobilisés au titre de ce projet ont été présentés en dettes financières courantes, dans les comptes semestriels du Groupe.

En date de publication de ses comptes, le groupe Neoen continue de travailler activement avec le constructeur, le CENACE et, de manière plus générale, les autorités mexicaines pour pouvoir procéder dès que possible au début d'opération commerciale et à la réception technique provisoire de la centrale, de manière à lever ces non-conformités documentaires. La centrale, qui est entrée en production en février, continue par ailleurs à générer de l'électricité à des niveaux proches de sa capacité nominale, vendue sur le marché spot.

2.2.5 COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITE

Les comptes consolidés intermédiaires du Groupe ont été établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Les comptes consolidés du Groupe pour le semestre clos le 30 juin 2020 ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes de la Société et sont présentés dans leur intégralité au paragraphe 3.1 du présent document.

La présentation et les commentaires relatifs au compte de résultat consolidé se déclinent en deux niveaux d'analyse pour le chiffre d'affaires, l'EBITDA et le résultat opérationnel courant : un premier portant sur le Groupe et un second portant sur les différents segments (éolien, solaire, stockage, ainsi que développement - investissements et éliminations au niveau opérationnel ; Europe-Afrique, Australie et Amériques, au niveau géographique).

Le résultat opérationnel, le résultat financier et les autres éléments du résultat net font l'objet d'une analyse globale.

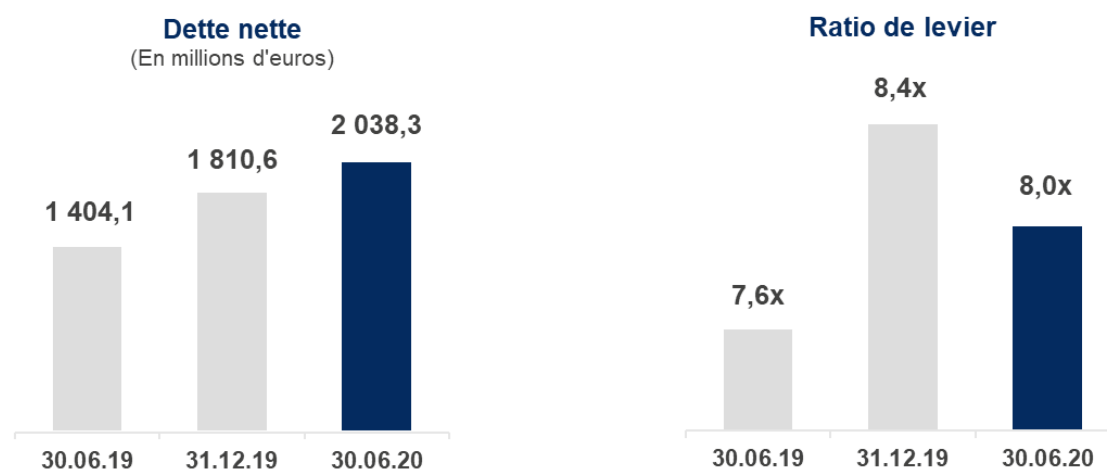
La référence aux variations du chiffre d'affaires ou de l'EBITDA à changes constants ou taux de change constants (« tcc »), signifie que l'impact des variations de taux de change a été retraité, en recalculant les différents postes de l'agrégat concerné de la période considérée sur la base des taux de change constatés au cours de la période précédente.

2.2.5.1 CHIFFRES CLES

(En millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2020 (tcc)	1er semestre 2019	Var (tcc)	Var (tcc) (en %)	Var	Var (en %)
Chiffre d'affaires	157,2	159,9	118,1	+ 41,8	+ 35%	+ 39,1	+ 33%
Dont ventes d'énergies sous contrat	113,7	115,2	100,1	+ 15,1	+ 15%	+ 13,6	+ 14%
Dont ventes d'énergies sur le marché	41,5	42,7	14,3	+ 28,4	+ x2	+ 27,2	+ x1,9
Dont autres produits	2,0	2,1	3,8	- 1,7	- 46%	- 1,8	- 47%
EBITDA ⁽¹⁾	148,2	150,0	94,0	+ 56,0	+ 60%	+ 54,2	+ 58%
Marge d'EBITDA	94%	94%	80%				
Résultat opérationnel courant	95,9	96,9	58,1	+ 38,8	+ 67%	+ 37,8	+ 65%
Résultat opérationnel	95,0	96,0	57,0	+ 39,0	+ 69%	+ 38,0	+ 67%
Résultat financier	(55,5)	(56,1)	(29,2)	- 26,9	- 92%	- 26,3	- 90%
Résultat net des activités poursuivies	20,9	21,1	18,7	+ 2,4	+ 13%	+ 2,2	+ 12%
Résultat net des activités non poursuivies	-	-	(0,3)	+ 0,3	N/A	+ 0,3	N/A
Résultat net de l'ensemble consolidé	20,9	21,1	18,4	+ 2,7	+ 15%	+ 2,5	+ 14%
Dont part du Groupe	22,0	22,3	16,7	+ 5,6	+ 34%	+ 5,3	+ 32%

(1) L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et provisions opérationnels courants.

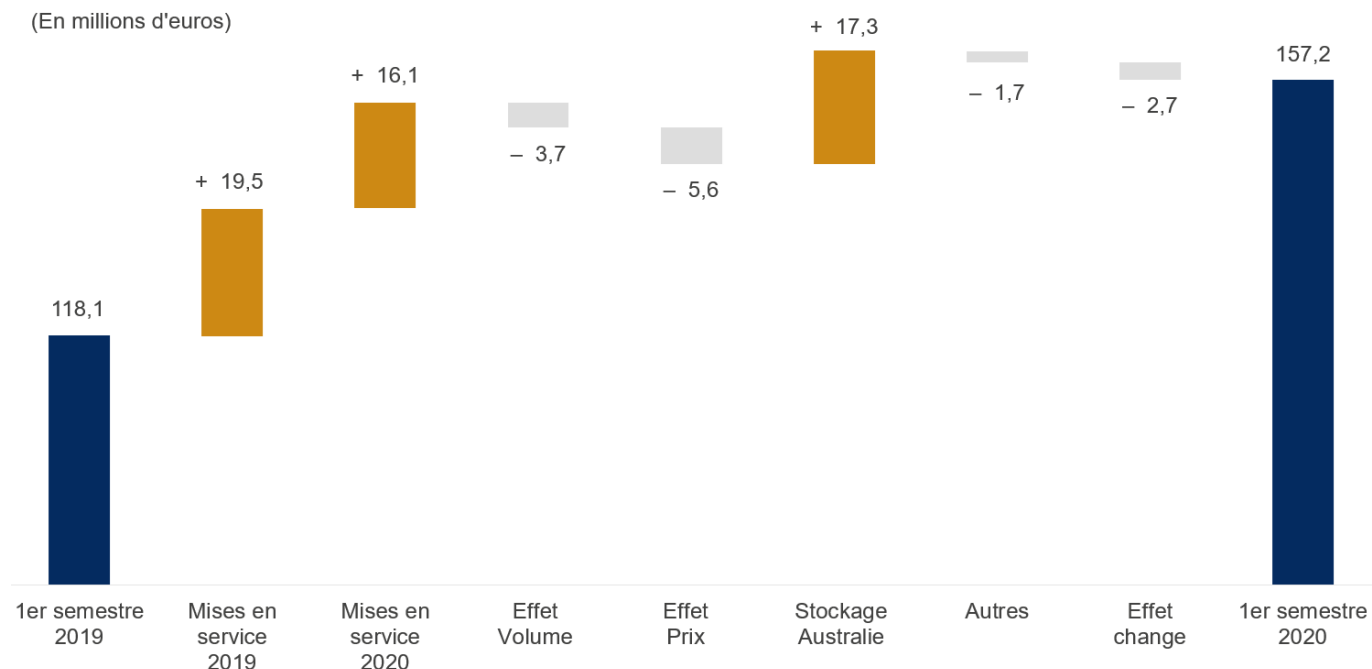
La dette nette et le ratio de levier sont présentés au paragraphe 2.1.1 du présent document.



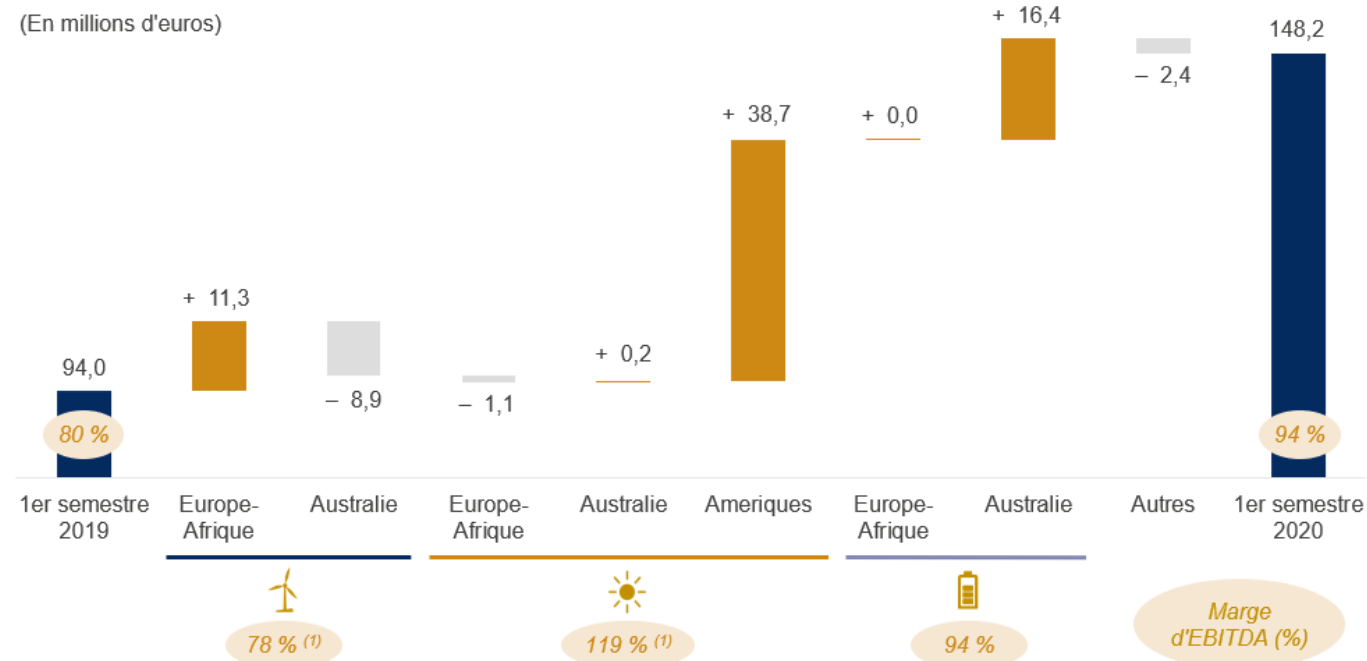
2.2.5.2 EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DE L'EBITDA

L'évolution du chiffre d'affaires et de l'EBITDA du Groupe entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 se présente comme suit. Les données sont exprimées en millions d'euros.

Evolution du chiffre d'affaires



Evolution de l'EBITDA



(1) Retraité de l'effet des compensations pour pertes de revenus, les marges d'EBITDA s'élèveraient à 74 % sur l'éolien et 86 % sur le solaire.

2.2.5.3 RESULTATS SECTORIELS

Les résultats sectoriels des premiers semestres 2019 et 2020 sont ainsi présentés pour chacun des segments opérationnels du Groupe : éolien, solaire, stockage, développement - investissements et éliminations.

(En millions d'euros)		Chiffre d'affaires				EBITDA ⁽¹⁾				Résultat opérationnel courant			
		1er semestre 2020	1er semestre 2019	Var	Var (en %)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Var	Var (en %)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Var	Var (en %)
Europe - Afrique													
	Eolien	33,6	19,6	+ 14,0	+ 72%	26,6	15,3	+ 11,3	+ 74%	13,3	8,5	+ 4,8	+ 56%
	Solaire	28,3	26,6	+ 1,7	+ 6%	24,7	25,8	- 1,1	- 4%	14,6	17,7	- 3,1	- 18%
	Stockage	0,2	-	+ 0,2	-	0,1	0,0	+ 0,1	N/A	(0,0)	0,0	- 0,0	N/A
	Total	62,1	46,3	+ 15,8	+ 34%	51,4	41,2	+ 10,2	+ 25%	27,9	26,3	+ 1,6	+ 6%
	En %	39% ⁽⁴⁾	40% ⁽⁴⁾			83% ⁽⁵⁾	89% ⁽⁵⁾			46% ⁽⁶⁾	57% ⁽⁶⁾		
Australie													
	Eolien	25,2	33,1	- 7,9	- 24%	19,3	28,2	- 8,9	- 32%	10,0	19,0	- 9,0	- 47%
	Solaire	20,8	19,7	+ 1,1	+ 6%	18,6	18,4	+ 0,2	+ 1%	8,0	10,1	- 2,1	- 20%
	Stockage	24,4	8,3	+ 16,1	+ x1,9	23,1	6,7	+ 16,4	+ x2,4	20,5	4,1	+ 16,4	+ x4
	Total	70,4	61,1	+ 9,3	+ 15%	61,0	53,2	+ 7,8	+ 15%	38,6	33,1	+ 5,5	+ 17%
	En %	45% ⁽⁴⁾	53% ⁽⁴⁾			87% ⁽⁵⁾	87% ⁽⁵⁾			55% ⁽⁶⁾	54% ⁽⁶⁾		
Amériques													
	Solaire	24,9	8,5	+ 16,4	+ x1,9	44,8	6,1	+ 38,7	+ x6,3	35,6	3,8	+ 31,8	+ x8,4
	Total	24,9	8,5	+ 16,4	+ x1,9	44,8	6,1	+ 38,7	+ x6,3	35,6	3,8	+ 31,8	+ x8,4
	En %	16% ⁽⁴⁾	7% ⁽⁴⁾			180% ⁽⁵⁾	72% ⁽⁵⁾			143% ⁽⁶⁾	45% ⁽⁶⁾		
Développement - Investissement et Eliminations													
	Développement et investissements ⁽²⁾	17,3	23,4	- 6,1	- 26%	(13,3)	(8,9)	- 4,4	- 50%	(14,8)	(10,3)	- 4,5	- 44%
	Eliminations ⁽³⁾	(17,5)	(21,2)	+ 3,7	+ 17%	4,5	2,4	+ 2,1	+ 85%	8,6	5,2	+ 3,4	+ 65%
	Total	(0,2)	2,2	- 2,4	- x1,1	(8,9)	(6,5)	- 2,4	- 37%	(6,2)	(5,2)	- 1,0	- 19%
TOTAL		157,2	118,1	+ 39,1	+ 33%	148,2	94,0	+ 54,2	+ 58%	95,9	58,1	+ 37,8	+ 65%
	Dont éolien	58,9	52,7	+ 6,2	+ 12%	45,9	43,5	+ 2,4	+ 6%	23,3	27,5	- 4,2	- 15%
	Dont solaire	74,0	54,8	+ 19,2	+ 34%	88,0	50,2	+ 37,8	+ 75%	58,2	31,6	+ 26,6	+ 84%
	Dont stockage	24,6	8,4	+ 16,2	+ x1,9	23,2	6,7	+ 16,5	+ x2,5	20,5	4,1	+ 16,4	+ x4

(1) L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et provisions opérationnels courants.

(2) Le chiffre d'affaires de ce secteur est essentiellement réalisé à partir des ventes de services aux autres entités du Groupe (éliminées en consolidation, à l'exception des montants facturés aux sociétés liées et aux autres entités qui ne sont pas consolidées par intégration globale par le Groupe) et également des ventes de services à des tiers.

(3) Les éliminations concernent principalement l'annulation des facturations de services rendus par Neoen S.A. à ses sociétés de projet au titre du développement, de la supervision et de la gestion administrative des centrales ainsi que l'activation des coûts de développement conformément à IAS 38 « Immobilisations incorporelles ».

(4) Les pourcentages correspondent à la contribution de chaque zone géographique au chiffre d'affaires du Groupe (hors Développement - Investissements et Eliminations).

(5) Les pourcentages correspondent au rapport entre l'EBITDA et le chiffre d'affaires par zone géographique (marge d'EBITDA).

(6) Les pourcentages correspondent au rapport entre le résultat opérationnel courant et le chiffre d'affaires par zone géographique (marge opérationnelle courante).

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est élevé à 157,2 millions d'euros sur le premier semestre 2020 (159,9 millions d'euros à taux de change constants), en hausse de + 39,1 millions d'euros, soit + 33 % par rapport au premier semestre 2019. Cette croissance s'explique principalement par la contribution des actifs mis en service au cours de l'année 2019 et du premier semestre 2020. Elle résulte également de la forte progression du chiffre d'affaires de l'activité de stockage au premier trimestre, liée à des conditions spécifiques et non récurrentes en Australie.

Le segment solaire a été le premier contributeur au chiffre d'affaires du Groupe (47 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au premier semestre 2020, contre 46 % au premier semestre 2019). Le chiffre d'affaires de ce segment s'est élevé à 74 millions d'euros sur le premier semestre 2020, en hausse de + 19,2 millions d'euros, soit + 34 % par rapport au premier semestre 2019, grâce à la contribution des centrales mises en service en 2019 en Australie, en Zambie, en Jamaïque et en France mais aussi de celles mises en service au premier semestre 2020 au Salvador et en France. Cette croissance provient également des *early generation revenue* enregistrés par la centrale solaire d'El Llano au Mexique¹ depuis le début de l'année. Le chiffre d'affaires a par ailleurs été pénalisé par des conditions d'ensoleillement moins favorables en Australie ainsi que par une moindre disponibilité d'un actif australien liée à des travaux de rénovation sur le réseau, désormais achevés.

Le segment éolien a représenté 37 % du chiffre d'affaires du Groupe au premier semestre 2020 (contre 45 % au premier semestre 2019). Le chiffre d'affaires de ce segment s'est établi à 58,9 millions d'euros, en progression de + 6,2 millions d'euros, soit + 12 % par rapport au premier semestre 2019. Cette croissance s'explique par la contribution des capacités ajoutées en 2019 en Irlande et en France ainsi que par la mise en service du parc d'Hedet en Finlande au premier semestre 2020. Le chiffre d'affaires a également bénéficié d'excellentes conditions de vent en Europe au premier trimestre 2020. Ces éléments ont permis de compenser une moindre disponibilité des actifs australiens au deuxième trimestre ainsi qu'une diminution du prix moyen capté par le parc de Hornsdale 3 en Australie par rapport au premier semestre 2019. Celui-ci avait en effet temporairement bénéficié de la vente d'énergie à court terme avant l'entrée en vigueur de son contrat d'achat à long terme en octobre 2019.

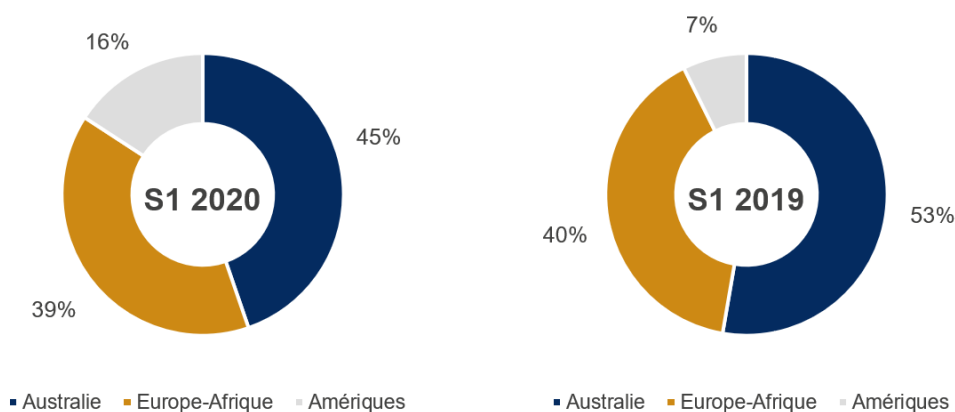
Le segment stockage a contribué au chiffre d'affaires du Groupe à hauteur de 24,6 millions d'euros au premier semestre 2020 en croissance de + 16,2 millions d'euros, soit + 193 %. Cette très forte progression est essentiellement liée à un événement exceptionnel intervenu au premier trimestre en Australie. En effet, la coupure d'une ligne d'interconnexion entre l'état de South Australia et celui de Victoria à la suite d'une tornade à la fin du mois de janvier 2020 a créé des conditions spécifiques générant un fort revenu non-récurrent et non extrapolable sur le reste de l'année 2020. L'activité de stockage a représenté 16 % du chiffre d'affaires consolidé au premier semestre 2020 (contre 7 % au premier semestre 2019).

Les segments développement-investissements et éliminations ont représenté un chiffre d'affaires de (0,2) million d'euros au premier semestre 2020 contre 2,2 millions d'euros au premier semestre 2019, soit une baisse de - 2,4 millions d'euros.

L'Australie a été le premier contributeur au chiffre d'affaires du Groupe au premier semestre 2020, mais voit sa part relative diminuer (45 % au premier semestre 2020 contre 53 % au premier semestre 2019) sous l'effet de la forte croissance de la zone Amériques (16 % du chiffre d'affaires Groupe au premier semestre 2020 contre 7 % au premier semestre 2019), conséquence directe d'une importante progression des capacités mises en service en 2019 et au premier semestre 2020 sur cette zone.

Au premier semestre 2020, la part des ventes d'énergie sur le marché a atteint 26 % du chiffre d'affaires consolidé, un niveau temporairement élevé qui s'explique essentiellement par la part non-récurrente des revenus générés par l'activité de stockage en Australie au premier trimestre. Neoen a de plus bénéficié du chiffre d'affaires *early generation* des centrales de Capella² au Salvador et de Hedet² en Finlande au premier trimestre 2020 et d'El Llano au Mexique au premier semestre 2020.

Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique ³

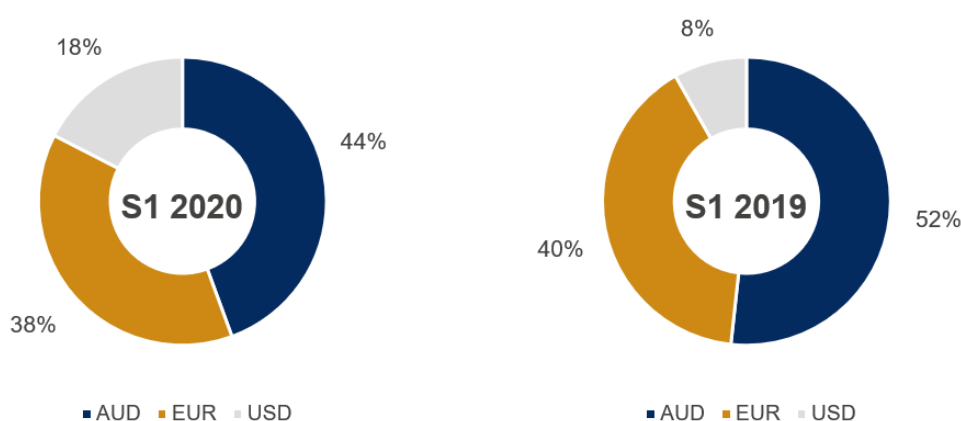


¹ Dont la mise en service est attendue au quatrième trimestre 2020.

² Avant l'entrée en vigueur de leur PPA au deuxième trimestre 2020.

³ Hors Développement - Investissements et Éliminations.

Répartition du chiffre d'affaires par devise



EBITDA

Sur le premier semestre 2020, l'EBITDA consolidé du Groupe s'est élevé à 148,2 millions d'euros (150 millions d'euros à taux de change constants), en hausse de + 54,2 millions d'euros, soit + 58 % par rapport au premier semestre 2019. Cette progression est portée essentiellement par la croissance des activités solaire en Amériques, éolienne en Europe-Afrique et stockage en Australie.

La marge d'EBITDA s'est établie à 94 % au premier semestre 2020 contre 80 % au premier semestre 2019. Cette progression s'explique essentiellement par la reconnaissance d'indemnités contractuelles compensant des pertes de chiffre d'affaires liées à des retards dans la mise en service de certains projets au cours du premier semestre 2020 et comptabilisées en autres produits opérationnels courants dans les états financiers du Groupe (se reporter à l'analyse ci-après). Elle résulte également de la forte augmentation de la marge d'EBITDA de l'activité de stockage en lien avec la hausse exceptionnelle de cette activité en Australie au premier trimestre 2020.

Le segment solaire a contribué à hauteur de 88 millions d'euros à l'EBITDA du Groupe, en hausse de + 37,8 millions d'euros, soit + 75 % par rapport au premier semestre 2019. Cette progression résulte essentiellement :

- de l'effet des mises en service intervenues en 2019 et au cours du premier semestre 2020 et des *early generation revenue* enregistrés par la centrale solaire d'El Llano au Mexique depuis le début de l'année (se reporter à l'analyse du chiffre d'affaires ci-avant) ;
- auquel est venu s'ajouter, sur le premier semestre 2020, la reconnaissance d'indemnités contractuelles compensant des pertes de chiffre d'affaires liées à des retards dans la mise en service de certains projets, comptabilisées en autres produits opérationnels courants dans les comptes du Groupe ;
- d'un moindre ensoleillement en Australie ainsi qu'une moindre disponibilité d'un actif australien liée à des travaux de rénovation sur le réseau ;
- de ressources peu favorables au premier semestre 2020 par rapport au premier semestre 2019 en Europe.

La marge d'EBITDA de ce segment s'établit ainsi à 119 % au premier semestre 2020 contre 92 % au premier semestre 2019.

Le segment éolien a contribué à hauteur de 45,9 millions d'euros à l'EBITDA du Groupe, en progression de + 2,4 millions d'euros, soit + 6 % par rapport au premier semestre 2019 qui s'explique principalement par :

- la croissance de l'activité de la zone Europe-Afrique grâce aux capacités ajoutées en 2019 et au premier semestre 2020 ainsi qu'aux excellentes conditions de vent au premier trimestre, et ce en dépit de la faiblesse des prix de marché auxquels ont été exposés certains actifs ;
- et une moindre performance sur la zone Australie due à :
 - une moindre disponibilité des actifs australiens au deuxième trimestre ;
 - la diminution du prix moyen capté par le parc de Hornsdale 3 par rapport au premier semestre 2019, impactant défavorablement la marge d'EBITDA en Australie (passée de 85 % sur le premier semestre 2019 à 76 % sur le premier semestre 2020) ;
 - l'augmentation exceptionnelle des coûts de services réseau de certaines centrales au premier trimestre, suite à la coupure d'une ligne d'interconnexion.

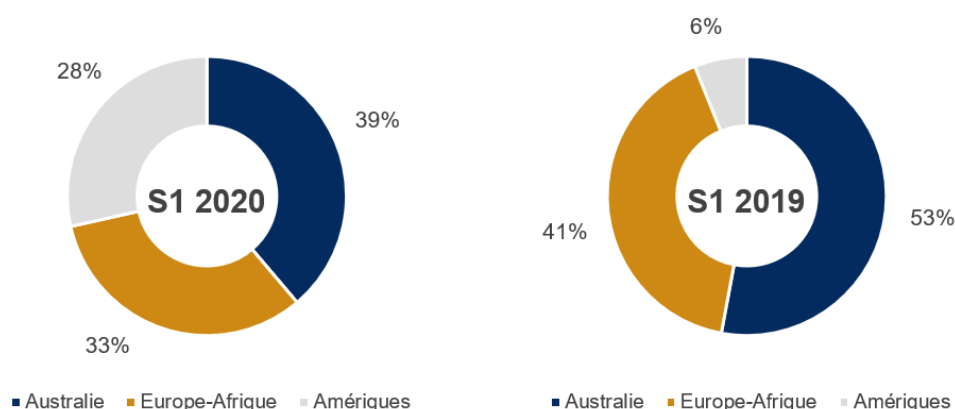
La marge d'EBITDA de ce segment s'établit ainsi à 78 % au premier semestre 2020 contre 83 % au premier semestre 2019.

Le segment stockage a généré un EBITDA de 23,2 millions d'euros au premier semestre 2020, en croissance de + 16,5 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019, en lien direct avec la progression du chiffre d'affaires sur la période observée en Australie. La marge d'EBITDA s'établit à 94 % sur la période contre 80 % au premier semestre 2019, la croissance du chiffre d'affaires ayant permis une meilleure couverture des charges d'exploitation (se reporter à l'analyse du chiffre d'affaires ci-avant).

Les segments développement-investissements et éliminations ont contribué à l'EBITDA du Groupe à hauteur de (8,9) millions d'euros au premier semestre 2020, contre (6,5) millions d'euros au premier semestre 2019, en lien direct avec l'évolution du chiffre d'affaires.

Comme pour le chiffre d'affaires, l'Australie demeure le premier contributeur à l'EBITDA du Groupe au premier semestre 2020, mais voit sa part relative diminuer (39 % au premier semestre 2020 contre 53 % au premier semestre 2019) sous l'effet de la forte croissance de la zone Amériques (28 % de l'EBITDA du Groupe au premier semestre 2020 contre 6 % au premier semestre 2019), conséquence directe de la progression de l'activité sur cette zone et de la reconnaissance d'indemnités contractuelles compensant des pertes de chiffre d'affaires liées à des retards dans la mise en service de certains projets. Enfin, la zone Europe-Afrique voit sa part significativement diminuer pour s'établir à 33 % au premier semestre 2020 contre 41 % au premier semestre 2019, malgré la croissance de l'activité sur cette zone.

Répartition de l'EBITDA par zone géographique ¹



Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'est élevé à 95,9 millions d'euros sur le premier semestre 2020 en hausse de + 37,8 millions d'euros, soit + 65 %. Cette évolution s'explique très majoritairement par la croissance de l'EBITDA (+ 54,2 millions d'euros, soit + 58 %) partiellement compensée par la progression des charges d'amortissement (+ 16,4 millions d'euros, soit + 46 %) résultant de la croissance du parc d'actifs en opération, conséquence de l'impact des mises en service effectuées en 2019 et au premier semestre 2020 (se reporter à l'analyse de l'EBITDA ci-avant).

Le segment solaire a contribué au résultat opérationnel courant du Groupe à hauteur de 58,2 millions d'euros en hausse de + 26,6 millions d'euros, soit + 84 % par rapport au premier semestre 2019. Ceci résulte essentiellement de la progression de l'EBITDA de ce segment sur la période à hauteur de + 37,8 millions d'euros, soit + 75 % (se reporter à l'analyse de l'EBITDA ci-avant), compensée partiellement par une progression des charges d'amortissements sur la période, conséquence directe de l'impact des mises en service effectuées au cours de l'année 2019 et du premier semestre 2020.

Le segment éolien a contribué au résultat opérationnel courant du Groupe à hauteur de 23,3 millions d'euros en baisse de - 4,2 millions d'euros, soit - 15 % par rapport au premier semestre 2019. Ceci résulte essentiellement de la faible progression de l'EBITDA de ce segment à hauteur de + 2,4 millions d'euros (se reporter à l'analyse de l'EBITDA ci-avant), plus que compensée par la progression des charges d'amortissements sur la période, conséquence directe de l'impact des mises en service effectuées au cours de l'année 2019 et du premier semestre 2020.

Le segment stockage a contribué au résultat opérationnel du Groupe à hauteur de 20,5 millions d'euros sur le premier semestre 2020 en hausse de +16,4 millions d'euros, conséquence directe de la progression de l'EBITDA de ce segment sur la période à hauteur de + 16,5 millions d'euros (se reporter à l'analyse de l'EBITDA ci-avant), dans un contexte de stabilité des charges d'amortissement (aucune mise en service significative n'ayant été enregistrée au cours du premier semestre 2020).

Les segments développement-investissements et éliminations ont contribué au résultat opérationnel courant du Groupe à hauteur de (6,2) millions d'euros contre (5,2) millions d'euros au premier semestre 2019.

¹ Hors Développement - Investissements et Eliminations.

2.2.5.4 ANALYSE DES AUTRES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

Du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel

(En millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Var	Var (en %)
Résultat opérationnel courant	95,9	58,1	+ 37,8	+ 65%
Autres produits et charges opérationnels non courants	(2,2)	(1,1)	- 1,1	- 100%
Dépréciations d'actifs non courants	1,3	(0,1)	+ 1,4	+ x14
Résultat opérationnel	95,0	57,0	+ 38,0	+ 67%
Effet des variations de taux de change	1,0	(0,2)	+ 1,2	+ x6
Résultat opérationnel à changes constants	96,0	57,2	+ 38,8	+ 68%

Résultat opérationnel courant

Cet agrégat fait l'objet d'une analyse au paragraphe 2.2.5.3 du présent document.

Autres produits et charges opérationnels non-courants

Les autres produits et charges opérationnels non courants se sont élevés à (2,2) millions d'euros en recul de - 1,1 million d'euros et se décomposent comme suit :

(En millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Var	Var (en %)
Frais de développement antérieurs ⁽¹⁾	(2,1)	(0,5)	- 1,6	- x2,8
Résultat des cessions d'actifs ⁽²⁾	(0,0)	(0,6)	+ 0,6	+ 100%
Autres éléments non récurrents	(0,1)	0,1	- 0,2	- x2
Total des autres produits et charges opérationnels non courants	(2,2)	(1,1)	- 1,1	- 100%

(1) Les frais de développement immobilisés pour lesquels le Groupe, à la suite d'évènements externes hors de son contrôle, considère que les critères d'activation prévus par IAS 38 « Immobilisations incorporelles » ne sont plus respectés, sont comptabilisés en autres charges opérationnelles non courantes sur la période. Ceux-ci sont essentiellement liés à l'abandon de projets au Mexique, aux Etats-Unis et en Colombie (se reporter à la section 3.1 - notes 8 et 11.2).

(2) Correspondait principalement à l'impact de la cession du projet de Montsinery au cours du premier semestre 2019 pour (0,5) million d'euros.

Dépréciations d'actifs non courants

Au premier semestre 2020, les dépréciations d'actifs non courants s'élevaient à 1,3 million d'euros et correspondaient essentiellement à des reprises de dépréciations de coûts de développement activés sur des projets abandonnés ayant fait l'objet d'une comptabilisation en autres charges opérationnelles non courantes dans les états financiers du Groupe (se reporter à la section 3.1 - note 9).

Résultat opérationnel

Compte tenu des facteurs présentés ci-dessus, le résultat opérationnel du Groupe a progressé de + 38 millions d'euros soit + 67 %, passant de 57 millions d'euros au premier semestre 2019 à 95 millions d'euros au premier semestre 2020 (96 millions d'euros à taux de change constants).

Résultat financier

(En millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Var	Var (en %)
Coût de l'endettement financier	(48,2)	(35,6)	- 12,6	- 35%
Total autres produits et charges financiers	(7,4)	6,4	- 13,7	- x2,2
Produits et charges d'intérêts sur prêts d'actionnaires	(0,4)	(0,0)	- 0,4	N/A
Gains et pertes de change	(1,5)	2,8	- 4,3	- x1,5
Autres produits et charges financiers	(5,5)	3,5	- 9,0	- x2,6
Résultat financier	(55,5)	(29,2)	- 26,3	- 90%

La dégradation du résultat financier de - 26,3 millions d'euros s'explique principalement par :

- l'augmentation du coût de l'endettement financier de - 12,6 millions d'euros, résultant essentiellement de :
 - la hausse des charges d'intérêts sur emprunts à hauteur de - 6,3 millions d'euros, liée à la progression de l'encours moyen sur la période, conséquence de la croissance du nombre de projets en opération et de l'émission d'OCEANE réalisée en octobre 2019 dont la contribution s'élève à (3,8) millions d'euros¹ (se reporter à la section 3.1 - note 16.1 « résultat financier ») ;
 - la hausse des charges financières sur instruments dérivés à hauteur de - 5,2 millions d'euros, correspondant au recyclage en résultat de la juste valeur des instruments financiers dérivés considérés comme efficaces, comptabilisée initialement en autres éléments du résultat global (se reporter à la section 3.1 - note 16.1 « résultat financier ») ;
 - la hausse des charges d'intérêts sur droits d'utilisation de - 1 millions d'euros, résultant de la croissance du nombre de parcs en opération et en construction (se reporter à la section 3.1 - note 16.1 « résultat financier »).

Sur le premier semestre 2020, le coût de l'endettement financier correspondait ainsi aux charges d'intérêts sur emprunts résultant des financements relatifs aux actifs de production pour (36,6) millions d'euros (contre (30,3) millions d'euros sur le premier semestre 2019), aux charges d'intérêts sur instruments dérivés pour (9) millions d'euros (contre (3,8) millions d'euros sur le premier semestre 2019) et aux charges d'intérêts sur droits d'utilisation pour (2,5) millions d'euros (contre (1,5) million d'euros sur le premier semestre 2019).

- l'incidence des effets de change sur le résultat financier à hauteur de - 4,3 millions d'euros. Au premier semestre 2020, les gains de change constatés au titre de la trésorerie et des emprunts libellés en dollars australiens ne compensent que partiellement les pertes de change constatées sur les actifs courants libellés en pesos argentins et en pesos mexicains. Au premier semestre 2019, le gain de change correspondait essentiellement à des gains de change constatés sur les emprunts en devises étrangères (essentiellement en dollars australiens) ;
- l'évolution des autres produits et charges financiers à hauteur de - 9 millions d'euros, résultant essentiellement :
 - de l'impact positif, sur le premier semestre 2019, de la renégociation de la dette du périmètre Arena Solar qui avait conduit, conformément au principe d'IFRS 9 « Instruments financiers », à la constatation d'un gain de renégociation de 5,9 millions d'euros ;
 - de l'effet du refinancement des projets éoliens australiens Hornsdale 1, 2 et 3 sur le premier semestre 2020, qui a généré une charge financière de (4,9) millions d'euros correspondant à des indemnités et frais de remboursements anticipés supportés au titre de l'extinction de la dette historique (se reporter à la section 3.1 - note 16.1 « résultat financier ») ;
 - de la baisse des coûts de cautions supportés par Neoen S.A. pour + 1,3 million d'euros.

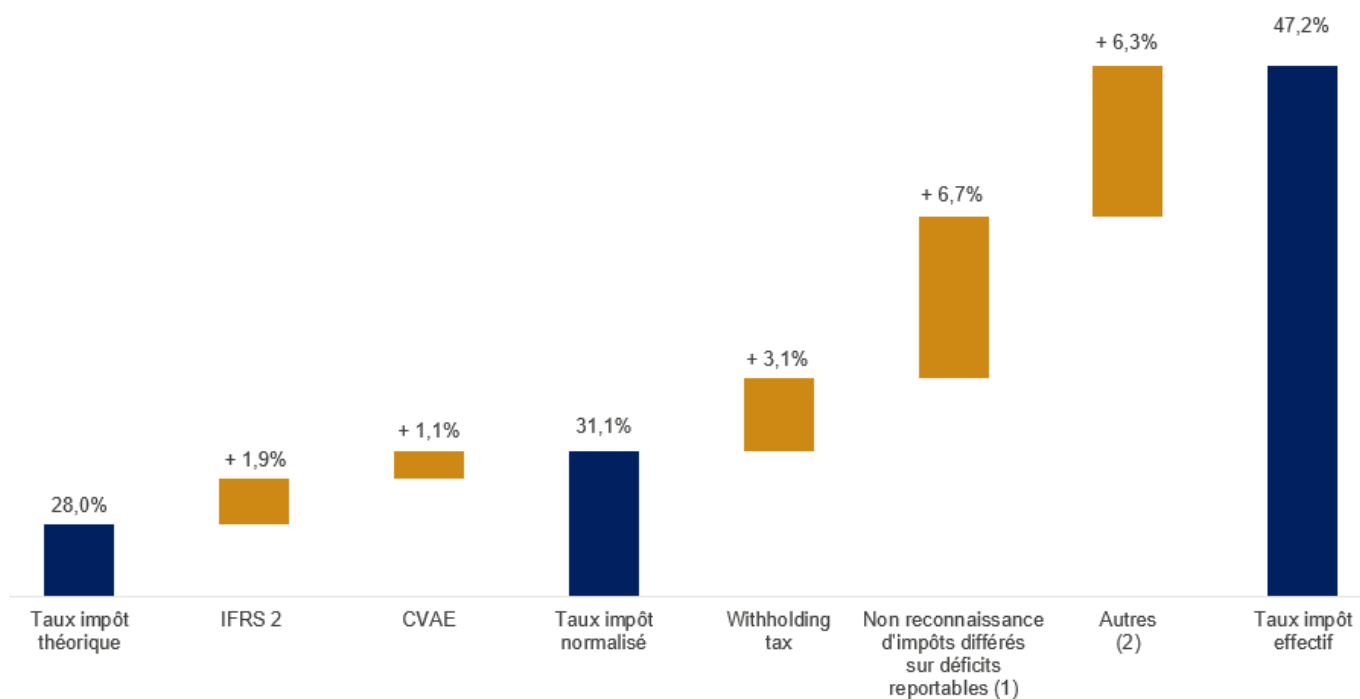
¹ Le taux d'intérêt effectif de la composante dette s'élève à 4,27 %.

Impôts sur les résultats

La charge d'impôt s'élevait à (18,7) millions d'euros sur le premier semestre 2020 contre (9,1) millions d'euros au premier semestre 2019, soit respectivement un taux d'impôt effectif de 47,2 % contre 32,7 % (se reporter à la section 3.1 - note 10 « impôts »).

La progression de la charge d'impôt de + 9,6 millions d'euros s'explique notamment par l'augmentation du résultat imposable avant impôt de + 11,8 millions d'euros et du taux effectif d'impôt.

La différence entre le taux d'impôt théorique de 28 % et le taux effectif d'impôt de 47,2 % (+ 19,2 points) se décompose comme suit :



(1) Compte tenu des perspectives de bénéfices sur certaines géographies et des limitations temporelles dans l'utilisation des déficits fiscaux, il n'a pas été reconnu d'impôts différés actifs au titre de certaines pertes fiscales.

(2) Ce poste comprend notamment la comptabilisation d'impôts différés passifs sur les différences temporelles provenant de l'écart entre les valeurs fiscales et comptables, notamment d'actifs libellés en devises étrangère (en Argentine essentiellement).

Résultat net des activités poursuivies

Compte tenu des facteurs présentés ci-dessus, le résultat net des activités poursuivies du Groupe a augmenté de + 2,2 millions d'euros, pour passer de 18,7 millions d'euros au premier semestre 2019 à 20,9 millions d'euros au premier semestre 2020.

Résultat net des activités non poursuivies

Le résultat net des activités non poursuivies s'élevait à (0,3) million d'euros au premier semestre 2019 et correspondait au résultat de l'activité biomasse, définitivement cédée le 4 septembre 2019.

Résultat net attribuable à la part du Groupe

Compte tenu de ces évolutions, le résultat net part du Groupe s'est amélioré de + 5,3 millions d'euros, passant de 16,7 millions d'euros au premier semestre 2019 à 22 millions d'euros au premier semestre 2020.

Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle

Le résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle s'élevait à (1,2) million d'euros sur le premier semestre 2020 contre 1,6 million d'euros un an auparavant. Il représente la quote-part des autres actionnaires dans le résultat dégagé par les sociétés où Neoen n'est pas le seul actionnaire, principalement en Jamaïque, en Australie et en Zambie.

2.2.5.5 BILAN CONSOLIDE SIMPLIFIE

(En millions d'euros)	30.06.2020	31.12.2019	Var	Var (en %)
Actifs non courants	2 873,7	2 761,0	+ 112,7	+ 4%
Dont immobilisations corporelles	2 512,8	2 387,3	+ 125,5	+ 5%
Actifs courants	799,5	624,7	+ 174,8	+ 28%
Dont trésorerie et équivalents de trésorerie	589,5	460,5	+ 129,0	+ 28%
Total de l'actif	3 673,2	3 385,7	+ 287,5	+ 8%
Capitaux propres ⁽¹⁾	670,8	680,5	- 9,7	- 1%
Dettes financières ⁽²⁾	2 744,4	2 414,6	+ 329,8	+ 14%
Dont Emprunts bancaires - financements des projets	1 928,6	1 757,9	+ 170,7	+ 10%
Dont financements obligataires des projets	179,9	199,5	- 19,6	- 10%
Dont financements corporate	337,8	194,6	+ 143,2	+ 74%
Total du passif	3 673,2	3 385,7	+ 287,5	+ 8%

(1) Les mouvements affectant les capitaux propres du Groupe au cours du semestre sont détaillés dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés et la note associée (se reporter au paragraphe 3.1.4 du présent document et à la section 3.1 - note 14 « capitaux propres et instruments dilutifs »).

(2) Les dettes financières font l'objet d'une analyse spécifique au paragraphe 2.3.2 du présent document.

Les actifs corporels enregistrent une hausse de + 5 % sur la période du fait de la progression au cours du premier semestre 2020 des volumes de projets en exploitation et en construction (se reporter à la section 3.1 - note 11.3 « immobilisations corporelles » et au paragraphe 2.2.4.1). Les investissements réalisés par le Groupe sont détaillés au paragraphe 2.3.4 du présent document.

La hausse de la trésorerie du Groupe à hauteur de + 129 millions d'euros sur la période résulte essentiellement de l'évolution des disponibilités de :

- de Neoen S.A. (288,3 millions d'euros ; en hausse de + 102,9 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2019), conséquence de l'émission d'OCEANE Verte d'un montant de 170 millions d'euros réalisée en juin 2020, et des remontées de trésorerie provenant des sociétés projets, liées aux flux de trésorerie nets générés par l'exploitation des centrales et au refinancement des centrales Hornsdale 1, 2 et 3, compensés par des investissements sous forme d'apports en fonds propres et en comptes courants dans les nouveaux projets ;
- des sociétés de projets et holdings associées (soit 271,9 millions d'euros, en hausse de +26,8 millions d'euros sur le premier semestre 2020), résultant :
 - de tirages de dettes seniors et d'apports en fonds propres pour les actifs en construction, et ;
 - des flux de trésorerie générés par l'activité, ayant notamment vocation à assurer le remboursement des financements de projets et la rémunération des apports effectués par les actionnaires, pour les actifs en exploitation ;
- des holdings portant des dettes juniors (soit 29,3 millions d'euros, en baisse de - 0,6 million d'euros), liées aux flux de trésorerie générés par les excédents de trésorerie remontant des actifs de production, permettant de rembourser les échéances de dettes juniors et de rémunérer les apports actionnaires.

La baisse des capitaux propres de - 9,7 millions d'euros provient essentiellement :

- de la constatation du résultat de la période pour + 20,9 millions d'euros ;
- de l'impact, comptabilisé en capitaux propres s'agissant d'un instrument composé, de l'émission d'OCEANE Verte réalisée en juin 2020 pour un montant net de frais de + 24,9 millions d'euros ;
- de la variation négative des autres éléments du résultat global de - 47,5 millions d'euros, résultant principalement de la variation de la juste valeur des dérivés de couverture, nette d'impôts différés, conséquence directe de la diminution des taux d'intérêt de marché sur la période ;
- du versement de dividendes aux actionnaires minoritaires, principalement en Australie, à hauteur de (9,8) millions d'euros.

La structure financière du Groupe est solide : 88 % de l'endettement financier total du Groupe à fin juin 2020 est adossé aux centrales de production d'électricité, financées très majoritairement par de la dette projet long terme en devises fortes (euro, dollar américain et dollar australien). Les dettes financières sont détaillées au paragraphe 2.3.2 du présent document.

2.3 FINANCEMENTS ET INVESTISSEMENTS

2.3.1 INDICATEURS SUIVIS PAR LE GROUPE

La durée résiduelle moyenne des financements de projet consentis, au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019, pour l'ensemble des projets consolidés du Groupe en exploitation, se présente comme suit :

Durée résiduelle moyenne pondérée par l'endettement (en années)	Solaire	Eolien	Total
AUD	14,6	17,0	15,9
EUR	17,0	14,2	15,7
USD	16,4	N/A	16,4
TOTAL 30.06.2020	16,1	15,6	15,9
TOTAL 31.12.2019	16,0	15,6	15,8

Le ratio moyen pondéré du montant de la dette projet levée par rapport aux dépenses d'investissement réalisées pour le développement et la construction des projets, pour l'ensemble des projets consolidés du Groupe en exploitation au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019, se présente comme suit :

Ratio dette projet / Dépenses d'investissement	Solaire	Eolien	Total
AUD	65%	74%	69%
EUR	90%	71%	80%
USD	71%	N/A	71%
TOTAL 30.06.2020	75%	72%	74%
TOTAL 31.12.2019	77%	74%	75%

L'évolution constatée entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020 reflète une relative diminution des ratios de levier constatée sur certains des nouveaux projets mis en service.

Par ailleurs, le ratio de levier en pourcentage du capital investi sur une base *all-in* incluant la totalité de la dette du Groupe, qu'elle soit corporate ou mise en place pour le financement de ses projets était de 91 % au 30 juin 2020.

Le taux d'intérêt moyen pondéré de l'endettement au titre des financements de projet, sur une base *all-in*, c'est-à-dire la somme de la marge appliquée par l'établissement financier et les *swaps* de taux ou autres produits dérivés de taux, pour l'ensemble des projets consolidés du Groupe en opération, se présente comme suit :

Taux d'intérêt moyen pondéré des financements de projet <i>all-in</i>	Solaire	Eolien	Total
AUD	4,8%	3,4%	4,0%
EUR	1,8%	2,0%	1,9%
USD	6,3%	N/A	6,3%
TOTAL 30.06.2020	4,0%	2,7%	3,5%
TOTAL 31.12.2019	3,9%	3,4%	3,7%

La diminution constatée entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020 traduit essentiellement le maintien d'un contexte de taux d'intérêt relativement bas, et le refinancement des parcs éoliens Hornsdale 1, 2 et 3 en Australie (se reporter au paragraphe 2.2.4 « éléments significatifs de la période » du présent document).

Par ailleurs, au 30 juin 2020, le taux d'intérêt moyen pondéré des différentes dettes du Groupe (dettes projets, dettes mezzanines et dettes corporate) était d'environ 2,2 % en euros, 4,4 % en dollars australiens, et 6,0 % en dollars américains. Ce taux d'intérêt moyen est (i) calculé sur la base de tous les financements à date (dette signée, en tirage, en remboursement, consolidée), (ii) pondéré sur la base de l'encours de dette au 30 juin 2020, (iii) calculé sur une base *all-in* c'est-à-dire la somme de la marge appliquée par l'établissement financier et les *swaps* de taux ou autres produits dérivés de taux, (iv) hors frais de structuration des financements.

Pour rappel, au 31 décembre 2019, le taux d'intérêt moyen pondéré des différentes dettes du Groupe (dettes projets, dettes mezzanines et dettes corporate) était d'environ 2,3 % en euros, 5,1 % en dollars australiens, et 6,8 % en dollars américains.

Au 30 juin 2020, le taux d'intérêt moyen global du Groupe était d'environ 3,7 % contre environ 4,2 % au 31 décembre 2019, en raison notamment de l'émission d'OCEANE Verte en juin 2020 à un taux d'intérêt annuel de 2 %¹.

Les conditions d'emprunts et la structure de financement du Groupe sont détaillées en note 16 « financement et instruments financiers » des états financiers consolidés semestriels.

2.3.2 PASSAGE DE L'ENDETTEMENT FINANCIER CONSOLIDÉ A LA DETTE NETTE

Dans le cadre de l'analyse et de la gestion de son endettement, le Groupe prend en compte non seulement le niveau global de son endettement financier consolidé, mais aussi sa « dette nette », un indicateur non-IFRS.

(En millions d'euros)	30.06.2020	31.12.2019	Var	Var (en %)
Total dettes financières⁽¹⁾	2 744,4	2 414,6	+ 329,8	+ 14%
Investisseurs minoritaires et autres ⁽²⁾	(30,7)	(30,4)	- 0,3	- 1%
Total dettes financières ajustées	2 713,7	2 384,1	+ 329,6	+ 14%
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	(589,5)	(460,5)	- 129,0	- 28%
Dépôts de garantie ⁽³⁾	(84,6)	(111,0)	+ 26,4	+ 24%
Instruments dérivés actifs – effets des couvertures ⁽⁴⁾	(1,3)	(2,0)	+ 0,7	+ 34%
Total dette nette	2 038,3	1 810,6	+ 227,7	+ 13%

(1) Comprend essentiellement les dettes liées au financement des projets, les composantes dette des emprunts obligataires convertibles émis en 2019 (OCEANE) et en 2020 (OCEANE Verte), les instruments de couverture de risque de taux dont la valeur de marché est négative et les dettes locatives qui sont incluses dans le calcul de la dette nette, en regard d'un EBITDA qui n'inclut pas les charges de loyers (application d'IFRS 16 « Contrats de location »). Les dettes financières sont détaillées en note 16.2 des états financiers consolidés semestriels.

(2) Comprend notamment les prêts d'actionnaires octroyés aux sociétés de projets ou holdings de sociétés de projets par des actionnaires minoritaires.

(3) Comprend principalement des dépôts constitués dans le cadre de financements de projets, au titre de comptes de réserve du service de la dette (DSRA), ou dans le cadre de leur construction. La baisse constatée au cours de la période s'explique principalement par le remboursement des DSRA des sociétés de projets Hornsdale 1, 2 et 3, qui a eu lieu dans le cadre du refinancement de ces sociétés.

(4) Instruments dérivés de couverture de risque de taux ayant une valeur de marché positive. Les instruments de couverture de risque de taux dont la valeur de marché est négative figurent dans le total des dettes financières (se reporter à la note 16.2 des états financiers consolidés semestriels).

Analyse des dettes financières par nature

(En millions d'euros)	Non courantes	Courantes	30.06.2020	Non courantes	Courantes	31.12.2019	Var
Emprunts bancaires - financements des projets	1 669,6	259,0	1 928,6	1 648,4	109,5	1 757,9	+ 170,7
Financements obligataires des projets	154,2	25,8	179,9	173,0	26,6	199,5	- 19,6
Dettes locatives	138,4	8,0	146,4	130,5	6,2	136,7	+ 9,7
Financements corporate	332,9	4,8	337,8	190,6	4,0	194,6	+ 143,2
Investisseurs minoritaires et autres	28,9	1,8	30,7	28,0	2,5	30,4	+ 0,3
Instruments dérivés - effets des couvertures	106,2	14,8	121,0	83,8	11,6	95,4	+ 25,6
Total Dettes financières	2 430,2	314,2	2 744,4	2 254,2	160,4	2 414,6	+ 329,8

Emprunts bancaires – financement des projets (+ 170,7 millions d'euros)

Au premier semestre 2020, de nouveaux emprunts ont été émis dans le cadre du financement des projets du Groupe à hauteur de 169 millions d'euros, couvrant principalement les centrales de El Llano (75,2 millions d'euros) au Mexique, Capella (30 millions d'euros) au Salvador, Altiplano (12,3 millions d'euros) en Argentine, Hedet (11,2 millions d'euros) en Finlande, Metoro (3,6 millions d'euros) au Mozambique ainsi que deux centrales éoliennes (31,1 millions d'euros) et une centrale solaire (2,9 millions d'euros) en France.

A cela s'ajoutent :

- le refinancement des projets Hornsdale 1, 2 et 3 en Australie pour un montant net de frais de 356,5 millions d'euros (ayant donné lieu à (291,1) millions d'euros de remboursement au titre des dettes de financement de projets précédentes) ;
- les remboursements d'emprunts réalisés sur le premier semestre 2020 pour (57,8) millions d'euros ;
- l'incidence des effets de changes pour (13,7) millions d'euros ;
- la variation du coût amorti des emprunts pour + 6,2 millions d'euros, et des intérêts courus pour + 1,6 million d'euros.

¹ Le taux d'intérêt effectif de la composante dette s'élève à 5,8 %.

Financements obligataires des projets (- 19,6 millions d'euros)

Les financements obligataires comprennent essentiellement des dettes juniors sur des projets. Le recul constaté au premier semestre 2020 correspond essentiellement aux remboursements effectués dans le cadre du refinancement des centrales Hornsdale 1, 2 et 3 pour un montant total de (23,2) millions d'euros.

Dettes locatives (+ 9,7 millions d'euros)

Pour chaque contrat de location, la dette locative est initialement évaluée à la valeur actuelle des paiements de location qui ne sont pas réglés à la date d'entrée en vigueur de celui-ci, actualisée au taux marginal d'emprunt du preneur. Elle est ensuite remboursée et désactualisée suivant le rythme des paiements des loyers. Le nombre de baux rentrant dans le champ d'application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » s'élève à 575 à fin juin 2020.

Financements corporate (+ 143,2 millions d'euros)

Au 31 décembre 2019, les financements corporate correspondaient principalement aux OCEANE émises en 2019 pour un montant d'environ 200 millions d'euros. S'agissant d'un instrument composé au sens des normes IFRS, 180,5 millions d'euros (179 millions d'euros nets de frais) avaient été reconnus au titre de la composante dette et 19,5 millions d'euros (19,4 millions d'euros nets de frais) avaient été enregistrés au titre de la composante capitaux propres.

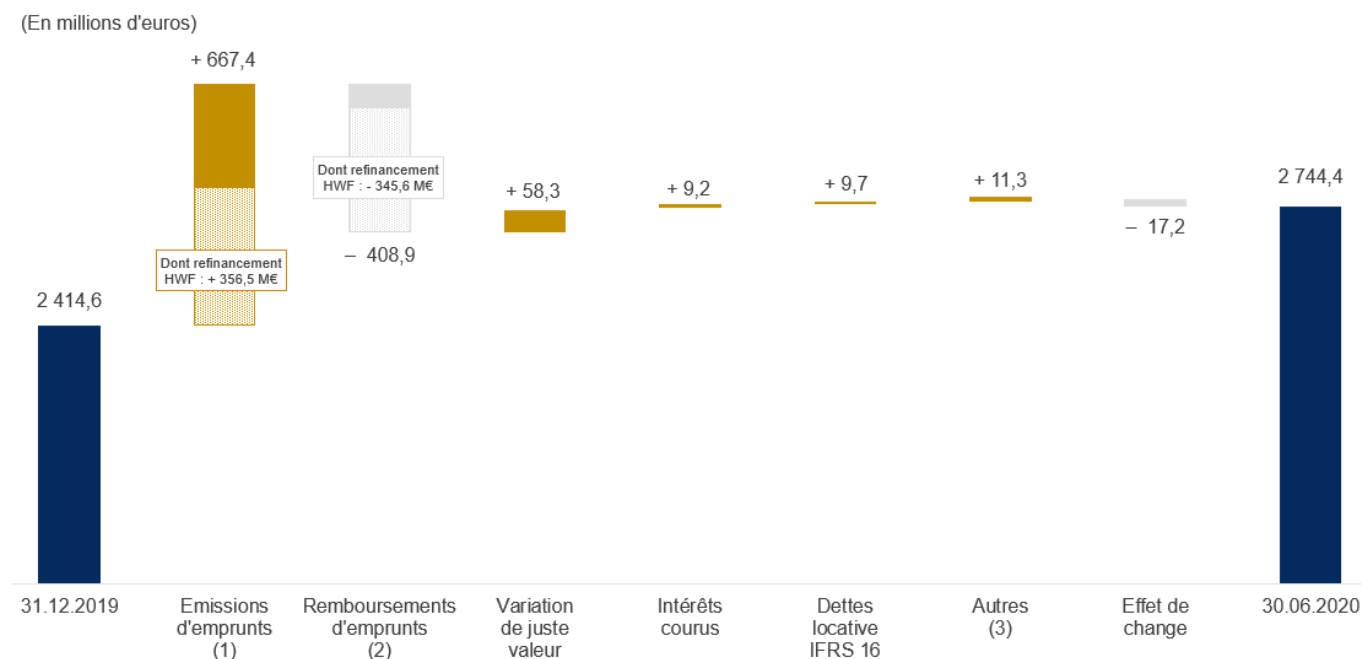
La hausse du poste sur le premier semestre 2020 s'explique par l'émission d'OCEANE Verte pour un montant de 170 millions d'euros. S'agissant d'un instrument composé au sens de la norme IAS 32 « Instruments financiers : présentation », 144,8 millions d'euros (142,8 millions d'euros nets de frais) ont été reconnus au titre de la composante dette et 25,2 millions d'euros (24,9 millions d'euros nets de frais) enregistrés au titre de la composante capitaux propres.

Instruments financiers dérivés (+ 25,6 millions d'euros)

La hausse des instruments financiers dérivés passifs résulte principalement d'une variation de juste valeur négative à hauteur de + 58,3 millions d'euros (conséquence de l'impact conjoint des nouveaux instruments contractés sur la période et de la baisse sensible des taux d'intérêts observée dans la plupart des zones géographiques où opère le Groupe) et de l'impact du refinancement des centrales Hornsdale 1, 2 et 3 à hauteur de (31,3) millions d'euros correspondant à la variation de juste valeur associée au dénouement des swaps historiques.

Evolution des dettes financières du Groupe

L'évolution des dettes financières du Groupe au cours de la période se présente comme suit. Les montants sont exprimés en millions d'euros.



(1) Les émissions d'emprunts correspondent essentiellement aux financements des nouveaux projets du Groupe à hauteur de + 169 millions d'euros (se reporter au paragraphe « Analyse des dettes financières par nature »), à l'émission d'OCEANE Verte à hauteur de + 142,8 millions d'euros (nette de frais) et au refinancement des projets Hornsdale 1, 2 et 3 en Australie pour un montant net de frais de 356,5 millions d'euros.

(2) Ils comprennent les remboursements d'emprunts réalisés sur la période pour - 63,3 millions d'euros (dont - 57,8 millions d'euros au titre des emprunts bancaires) et le remboursement des dettes liées au refinancement des projets Hornsdale 1, 2 et 3 en Australie pour - 345,6 millions d'euros (dont - 291,1 millions d'euros d'emprunts bancaires, - 23,2 millions d'euros de financements obligataires et - 31,3 millions d'euros de dénouements des swaps historiques).

(3) Dont + 7,4 millions d'euros de variation du coût amorti des emprunts.

Covenants financiers

Au 30 juin 2020, il n'est constaté aucune indication que les différentes sociétés financées par des dettes projet ou dettes mezzanines ne respectent pas leurs covenants de ratios financiers de DSCR minimum, ou de fonds propres minimum.

2.3.3 SITUATION ET FLUX DE TRESORERIE

(En millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Var
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	91,7	81,6	+ 10,0
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(205,2)	(405,1)	+ 199,9
Flux net de trésorerie liés aux activités de financement	245,2	158,5	+ 86,7
Incidence de la variation des taux de change	(2,7)	0,6	- 3,3
Effet du reclassement de la trésorerie lié aux activités cédées	-	(1,7)	+ 1,7
Variation de trésorerie	129,0	(166,1)	+ 295,1

2.3.3.1 FLUX NETS GENERES PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE DU GROUPE

(En millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Var
Résultat net de l'ensemble consolidé	20,9	18,4	+ 2,5
Éliminations ⁽¹⁾	124,1	86,6	+ 37,5
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement ⁽²⁾	(38,6)	(19,8)	- 18,9
Impôts encaissés (décaissés) ⁽³⁾	(14,6)	(3,6)	- 11,1
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	91,7	81,6	+ 10,1
Dont flux de trésorerie opérationnels liés aux activités non poursuivies ⁽⁴⁾	-	0,4	- 0,4

(1) Comprend les variations sans impact trésorerie, y compris notamment les amortissements et provisions, le recyclage par résultat des instruments financiers dérivés, les plus et moins-values de cession, le coût de l'endettement financier et la charge (produit) d'impôt différé et courante. La hausse de la période s'explique majoritairement par la croissance du nombre de sociétés en opération.

(2) L'incidence de la variation du besoin en fonds de roulement, s'explique principalement par une augmentation des créances clients et par une augmentation des créances de TVA en attente de remboursement en lien notamment avec des projets en cours de construction.

(3) La variation de -11,1 millions d'euros des impôts décaissés entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 s'explique notamment par le paiement au cours du premier semestre 2020 du solde d'impôt 2019 de certaines entités et en conséquence des acomptes 2020, dans un contexte d'augmentation de la base imposable, ainsi que par des retenues à la source qui n'ont pas pu être utilisées comme crédits d'impôts.

(4) Ces flux correspondaient à l'activité biomasse cédée le 4 septembre 2019.

La progression des flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles de +10,1 millions d'euros provient essentiellement de la hausse de l'EBITDA (détaillée au paragraphe 2.2.2.3 du présent document), partiellement compensée par la dégradation du besoin en fonds de roulement et la croissance des impôts décaissés (ces effets sont détaillés dans le tableau ci-avant).

2.3.3.2 FLUX NETS PROVENANT DES INVESTISSEMENTS DU GROUPE

(En millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Var
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise	(0,0)	(0,7)	+ 0,7
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée	-	0,3	- 0,3
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles ⁽¹⁾	(233,8)	(377,5)	+ 143,7
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,0	0,0	- 0,0
Variation des actifs financiers ⁽²⁾	28,4	(27,2)	+ 55,6
Dividendes reçus	0,2	(0,0)	+ 0,2
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(205,2)	(405,1)	+ 199,9
Dont flux de trésorerie d'investissement liés aux activités non poursuivies ⁽³⁾	-	(0,4)	+ 0,4

(1) Ces flux sont détaillés dans le paragraphe 2.3.4.1 « principaux investissements réalisés » du présent document.

(2) La variation des actifs financiers s'explique essentiellement au cours du premier semestre 2020 par le remboursement de dépôts liés au financement d'actifs de production.

(3) Ces flux correspondaient à l'activité biomasse cédée le 4 septembre 2019.

Le recul des dépenses liées aux activités d'investissement à hauteur de + 199,9 millions d'euros, s'explique principalement par un ralentissement temporaire des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles réalisées sur la période, conséquence directe du calendrier de réalisation des projets du Groupe, et dans une moindre mesure, de retards ponctuels inhérents notamment à l'épidémie de COVID-19, ayant ralenti le timing de réalisation de certains actifs en construction, et, dans une moindre mesure, par une variation positive des actifs financiers, associée principalement au remboursement, au cours du premier semestre 2020 de dépôts constitués historiquement dans le cadre du financement des projets du Groupe.

Au cours du premier semestre 2019, les investissements réalisés dans les projets s'étaient traduits par des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles à hauteur de 377,5 millions d'euros, principalement sur les projets Bulgana (90,7 millions d'euros), Numurkah (50,4 millions d'euros) et Hornsdale Power Reserve (32,6 millions d'euros) en Australie, El Llano au Mexique (46,2 millions d'euros), Paradise Park (23,7 millions d'euros) en Jamaïque, Altiplano (23,4 millions d'euros) en Argentine, Bangweulu (19,6 millions d'euros) en Zambie, Hedet (15,9 millions d'euros) en Finlande, Capella (11,7 millions d'euros) au Salvador, ainsi que des projets éoliens (9,8 millions d'euros) et solaire (22,1 millions d'euros) en France.

Au cours du premier semestre 2020, les 233,8 millions d'euros d'acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles concernaient principalement les projets Altiplano (52,9 millions d'euros) en Argentine, El Llano (25,5 millions d'euros) et Itzoteno (10,8 millions d'euros) au Mexique, Hornsdale Power Reserve (23,7 millions d'euros) en Australie, Capella (23,5 millions d'euros) au Salvador, Hedet (11,1 millions d'euros) en Finlande, ainsi que des projets éoliens (25,6 millions d'euros) et solaire (17,4 millions d'euros) en France.

2.3.3.3 FLUX NETS PROVENANT DU FINANCEMENT DU GROUPE

(En millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Var
Augmentation de capital de la société mère ⁽¹⁾	26,4	0,4	+26,0
Contribution des investisseurs minoritaires aux augmentations de capital	0,1	0,8	- 0,7
Cession (acquisition) nette d'actions propres	(2,0)	(3,1)	+ 1,1
Émission d'emprunts ⁽²⁾	667,4	242,2	+ 425,2
Dividendes payés	(9,8)	(1,5)	- 8,4
Remboursement d'emprunts ⁽²⁾	(408,9)	(50,6)	- 358,3
Intérêts financiers versés	(27,9)	(29,7)	+ 1,7
Flux net de trésorerie liés aux activités de financement	245,2	158,5	+ 86,7
Dont flux de trésorerie de financement liés aux activités non poursuivies ⁽³⁾	-	(0,9)	+ 0,9

(1) En juin 2020, des obligations convertibles sous formes d'OCEANE Verte ont été émises pour un montant d'environ 170 millions d'euros. S'agissant d'un instrument composé au sens des normes IFRS, 143,2 millions d'euros (142,8 millions d'euros nets de frais) ont été reconnus au titre de la composante « dette » et 25,2 millions d'euros (24,9 millions d'euros nets de frais) ont été comptabilisés au titre de la composante « capitaux propres », avant imputation des frais (se reporter au paragraphe 2.2.4 « Eléments significatifs de la période »).

(2) Au premier semestre 2020, le Groupe a procédé au refinancement des centrales Hornsdale 1,2 et 3, ce qui a donné lieu à un remboursement de dettes à hauteur de (314,3) millions d'euros avec pour contrepartie l'émission d'une nouvelle dette pour un montant de 356,5 millions d'euros (nets de frais). Par ailleurs, (31,3) millions d'euros ont été décaissés au titre du dénouement des swaps historiques.

(3) Ces flux correspondaient à l'activité biomasse cédée le 4 septembre 2019.

La hausse des flux de trésorerie liés aux activités de financement à hauteur de + 86,7 millions d'euros s'explique principalement par :

- l'émission d'une OCEANE Verte au cours de la période (167,7 millions d'euros, nets de frais), et ;
- l'impact du refinancement des centrales Hornsdale 1, 2 et 3 en Australie (10,9 millions d'euros nets de frais et après le décaissement de (31,3) millions d'euros au titre du dénouement des swaps historiques), compensant le recul des émissions de dettes de financement de projets (170,1 millions d'euros sur le premier semestre 2020 contre 241,8 millions d'euros sur le premier semestre 2019).

S'agissant des financements externes, les variations constatées traduisent aussi les effets associés au calendrier de construction des projets, dont l'état d'avancement conditionne précisément les tirages de dettes de financement de projets.

2.3.4 INVESTISSEMENTS

2.3.4.1 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS REALISES

(En millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Var	Var (en %)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles : ⁽¹⁾	233,8	377,5	- 143,7	- 38%
- Dont acquisitions d'immobilisations incorporelles ⁽²⁾	18,3	14,5	+ 3,8	+ 26%
- Dont acquisitions d'immobilisations corporelles	215,5	363,0	- 147,5	- 41%
Investissements financiers : ⁽³⁾	(28,4)	27,9	- 56,3	- x2
- Dont acquisitions/cessions d'actifs financiers ⁽⁴⁾	(28,4)	27,2	- 55,6	- x2
- Dont acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise	0,0	0,7	- 0,7	- 100%

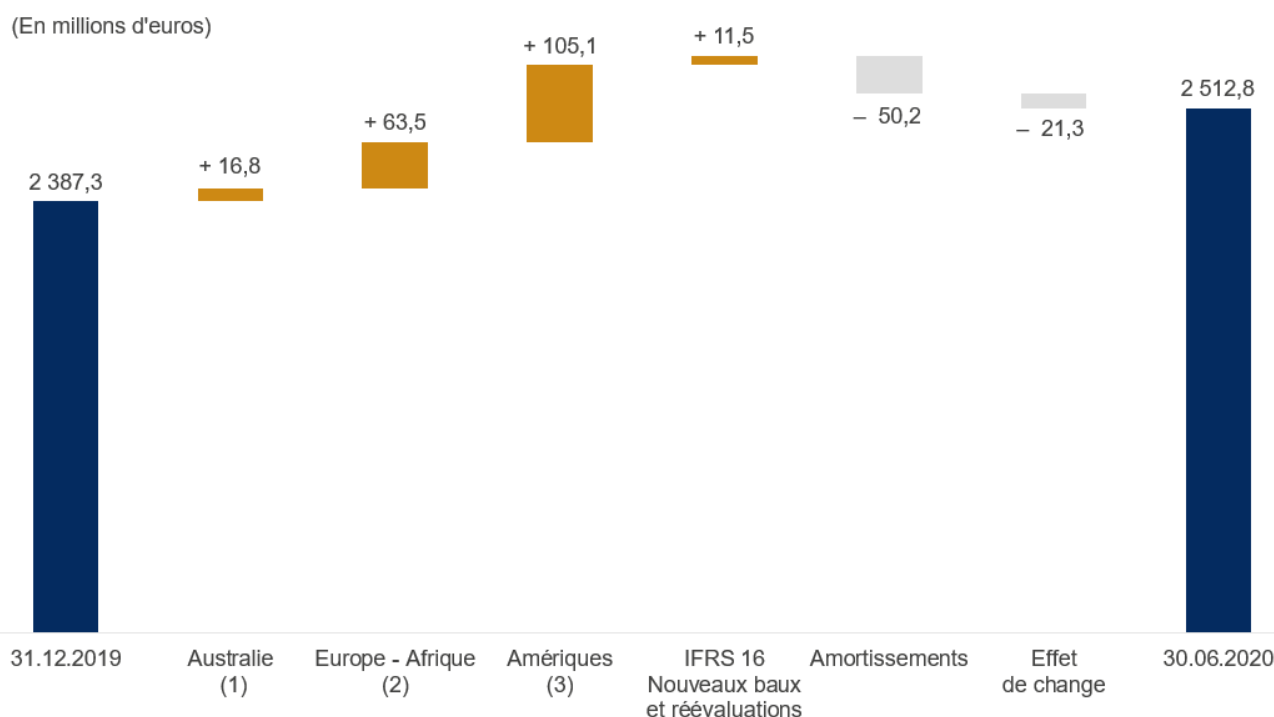
(1) Les montants bruts d'acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles sont présentés ci-dessus en incluant la variation des dettes fournisseurs d'immobilisation, ce qui permet de rapprocher la valeur des actifs immobilisés des dépenses en trésorerie engagées. Les montants bruts de ces variations, hors dettes fournisseurs d'immobilisation, au titre du 30 juin 2020 et du 30 juin 2019 s'élèvent, respectivement, à 196,9 millions d'euros et 313,5 millions d'euros.

(2) La hausse de la période s'explique exclusivement par l'augmentation des coûts de développement immobilisés.

(3) Les investissements financiers sont analysés dans le paragraphe 2.3.3.2 du présent document.

(4) Les acquisitions d'actifs financiers correspondent aux constitutions de DSRA et autres garanties. Les cessions d'actifs financiers correspondent aux diminutions des DSRA (réalloués en disponibilité) et autres comptes bloqués.

L'évolution des immobilisations corporelles du Groupe entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020 se décompose comme suit (les montants sont exprimés en millions d'euros) :



Les acquisitions de la période correspondent aux centrales en construction, dont principalement :

- (1) *En Australie : Bulgana (6,7 millions d'euros) ; extension de Hornsdale Power Reserve (7 millions d'euros) ;*
- (2) *Dans la zone Amériques : El Llano (40 millions d'euros) au Mexique ; Altiplano (34,1 millions d'euros) en Argentine et Capella (11,4 millions d'euros) au Salvador ;*
- (3) *En Europe : Hedet (12,6 millions d'euros) en Finlande, cinq projets éoliens en France (27,4 millions d'euros) et cinq projets solaires en France (15,2 millions d'euros).*

2.3.4.2 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS EN COURS DE REALISATION

Les principaux investissements du Groupe en cours de réalisation correspondent aux projets en construction et pour lesquels des investissements sont encore en cours au 30 juin 2020. Les immobilisations en cours s'élèvent à 465,4 millions d'euros au titre de la période (principalement Altiplano en Argentine pour 191,9 millions d'euros, et Bulgana en Australie pour 169,9 millions d'euros) contre 610,2 millions d'euros à fin décembre 2019 (se reporter à la note 11 « écart d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles » des états financiers consolidés semestriels).

2.3.4.3 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS ENVISAGES

Le Groupe poursuit une stratégie *develop-to-own* selon laquelle il développe ses projets dans le but de contrôler et d'exploiter ses actifs de production. Dans ce cadre, les investissements qu'il envisage de réaliser dans le futur consisteront principalement à alimenter son portefeuille par de nouveaux projets, et continuer de faire avancer les projets existants jusqu'à la mise en service des installations. Ces derniers concernent les projets entrés en phase *awarded* (pour un volume total de 773,4 MW) mais dont la construction n'a pas encore été lancée. Le Groupe continue, par ailleurs, de développer ses projets en phase *advanced development* et *tender ready*¹ dont le volume s'élève à 6 816,8 MW.

2.4 PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 19 aux états financiers consolidés semestriels. Elles sont de même nature que celles commentées dans les états financiers au 31 décembre 2019.

Elles concernent d'éventuelles opérations avec les entités Impala, Eiffel Investissements Groupe et BPI.

2.5 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Plan d'actions gratuites

Le 2 juillet 2020, le Conseil d'administration a décidé d'attribuer gratuitement 140 000 actions de Neoen S.A. à certains salariés du groupe. L'attribution des actions ne sera définitive, sous réserve de remplir les conditions fixées dans le plan d'attribution, qu'au terme d'une période d'acquisition d'une durée de 3 ans.

Plan de rachat d'actions

Neoen a signé le 6 juillet 2020 un mandat pour le rachat d'un maximum de 100 000 actions sur une période allant du 7 juillet au 25 septembre 2020, pour un prix maximum d'achat de 40 euros par action. Cette opération a pour objet l'acquisition de titres en vue de leur livraison dans le cadre de plans d'actions gratuites venant à échéance. A la date de publication des comptes semestriels plus de quarante mille actions ont été acquises à un prix moyen proche de 38,50 euros.

¹ Pour une définition des différents stades de développement des projets du Groupe, le lecteur est invité à se reporter à la section « glossaire » du document d'enregistrement universel 2019.

2.6 DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe estime être exposé à la date du présent rapport financier semestriel sont détaillés au chapitre 3 « Facteurs de risques » du document d'enregistrement universel d'enregistrement de l'année 2019, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financier (AMF) le 28 avril 2020. Le Groupe n'anticipe pas d'évolutions de ses risques susceptibles d'avoir un impact sur le reste de l'exercice 2020.

S'agissant de l'évolution de la crise sanitaire liée au COVID-19, elle reste incertaine à ce stade, en dépit des mesures de pilotage et remédiation mises en place. Les incidences sur le premier semestre 2020 sont détaillées en parties 2.2.2 « Perspectives 2020 et tendances 2021 », 2.2.4.2 « Epidémie de COVID-19 » et en notes 1.2 et 2 des états financiers consolidés au 30 juin 2020.

Les montants relatifs aux risques financiers et de marché au 30 juin 2020 sont exposés dans la note 17.1 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés du présent rapport.

Les risques et incertitudes relatifs à la valeur comptable des goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles sont présentés dans la note 11 des états financiers consolidés au 30 juin 2020.

3

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 30 JUN 2020

3.1 Comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2020	32
3.1.1 Compte de résultat consolidé	32
3.1.2 Etat du résultat global consolidé	33
3.1.3 Etat de la situation financière consolidée.....	34
3.1.4 Tableau de variation des capitaux propres consolidés.....	35
3.1.5 Tableau des flux de trésorerie consolidés.....	36
3.1.6 Information sectorielle.....	37
3.1.7 Notes annexes aux états financiers consolidés.....	40
3.2 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2020	64

3.1 COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE AU 30 JUIN 2020

Les comptes ont fait l'objet d'un examen limité et d'un rapport sans réserve de la part des commissaires aux comptes.

3.1.1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

(En millions d'euros, excepté les données relatives au résultat par action)	Notes	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Ventes d'énergies sous contrat		113,7	100,1
Ventes d'énergies sur le marché		41,5	14,3
Autres produits		2,0	3,8
Chiffre d'affaires	5	157,2	118,1
Achats de marchandises et variation de stocks	6.1	0,4	(0,2)
Charges externes et de personnel	6.3 et 7.1	(36,9)	(26,0)
Impôts, taxes et versements assimilés		(5,8)	(4,2)
Autres produits et charges opérationnels courants	8	33,0	5,8
Quote-part du résultat net des entreprises associées et co-entreprises		0,4	0,5
Amortissements et provisions opérationnels courants	11.2 et 11.3	(52,3)	(35,9)
Résultat opérationnel courant		95,9	58,1
Autres produits et charges opérationnels non courants	9	(2,2)	(1,1)
Dépréciations d'actifs non courants	9	1,3	(0,1)
Résultat opérationnel		95,0	57,0
Coût de l'endettement financier		(48,2)	(35,6)
Autres produits et charges financiers		(7,4)	6,4
Résultat financier	16.1	(55,5)	(29,2)
Résultat avant impôts		39,5	27,7
Impôts sur les résultats	10	(18,7)	(9,1)
Résultat net des activités poursuivies		20,9	18,7
Résultat net des activités non poursuivies		-	(0,3)
Résultat net de l'ensemble consolidé		20,9	18,4
Résultat net - part du groupe		22,0	16,7
dont résultat net des activités poursuivies – part du groupe		22,0	16,5
dont résultat net des activités non poursuivies – part du groupe		-	0,3
Résultat net - participations ne donnant pas le contrôle		(1,2)	1,6
dont résultat net des activités poursuivies – participations ne donnant pas le contrôle		(1,2)	2,2
dont résultat net des activités non poursuivies - participations ne donnant pas le contrôle		-	(0,6)
Résultat de base par action (en euros)		0,25	0,22
dont résultat net des activités poursuivies par action (en euros)		0,25	0,22
dont résultat net des activités non poursuivies par action (en euros)		-	(0,0)
Résultat par action - après dilution (en euros)		0,22	0,21
dont résultat net des activités poursuivies par action - après dilution (en euros)		0,22	0,22
dont résultat net des activités non poursuivies par action - après dilution (en euros)		-	(0,0)

3.1.2 ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(En millions d'euros)	Notes	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Résultat net de l'ensemble consolidé		20,9	18,4
Différences de conversion ⁽¹⁾		(8,4)	0,1
Couverture de flux de trésorerie (swaps de taux d'intérêt) ⁽²⁾	16.3	(55,4)	(71,0)
Impôts différés liés aux couvertures de flux de trésorerie ⁽²⁾	10	16,3	20,4
Eléments recyclables par résultat		(47,5)	(50,5)
Résultat global de l'ensemble consolidé		(26,6)	(32,2)
Dont résultat global - part du Groupe		(21,3)	(29,6)
Dont résultat global des participations ne donnant pas le contrôle		(5,3)	(2,6)

(1) La variation des différences de conversion s'explique par l'évolution défavorable du taux de change du dollar australien.

(2) La couverture des flux de trésorerie représente la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés considérés efficaces au sens de la norme IFRS 9 « Instruments financiers ». Ces instruments étant efficaces, la variation est comptabilisée en « autres éléments du résultat global » dans les états financiers avec l'impôt différé correspondant.

3.1.3 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

(En millions d'euros)	Notes	30.06.2020	31.12.2019
Ecarts d'acquisition	11.1	0,7	0,7
Immobilisations incorporelles	11.2	197,5	183,3
Immobilisations corporelles	11.3	2 512,8	2 387,3
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises		7,0	6,9
Instruments financiers dérivés non courants	16.4	1,3	2,0
Actifs financiers non courants	12	99,1	125,2
Impôts différés actifs		55,4	55,6
Total des actifs non courants		2 873,7	2 761,0
Stocks	6.2	1,6	0,7
Clients et comptes rattachés		74,2	52,2
Autres actifs courants ⁽¹⁾		134,2	111,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	589,5	460,5
Total des actifs courants		799,5	624,7
Total de l'actif		3 673,2	3 385,7

(En millions d'euros)	Notes	30.06.2020	31.12.2019
Capital		170,5	170,2
Primes		501,8	501,0
Réserves		(22,2)	(42,4)
Actions propres		(5,8)	(3,8)
Résultat de l'exercice - part du Groupe		22,0	36,0
Capitaux propres part du Groupe	14	666,3	661,0
Participations ne donnant pas le contrôle	14	4,4	19,5
Capitaux propres	14	670,8	680,5
Provisions non courantes	15	20,7	13,8
Financements des projets - non courant	16.2	1 991,1	1 979,8
Financements corporate - non courant	16.2	332,9	190,6
Instruments financiers dérivés non courants	16.3	106,2	83,8
Autres passifs non courants ⁽²⁾		34,0	34,1
Impôts différés passifs		42,3	49,6
Total des passifs non courants		2 527,3	2 351,7
Financements des projets - courant	16.2	294,6	144,8
Financements corporate - courant	16.2	4,8	4,0
Instruments financiers dérivés courants	16.2	14,8	11,6
Fournisseurs et comptes rattachés		98,5	126,3
Autres passifs courants		62,5	66,8
Total des passifs courants		475,2	353,5
Total du passif		3 673,2	3 385,7

(1) Ce poste correspond principalement à des créances fiscales ainsi qu'aux avances et acomptes versés aux fournisseurs d'immobilisations (en lien avec la construction des installations de production d'électricité).

(2) Les autres passifs non courants correspondent exclusivement à des paiements différés, à plus d'un an, liés à l'acquisition d'actifs en développement en Europe et en Australie.

3.1.4 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(En millions d'euros)

	Capital	Primes	Réserves et résultats	Actions propres	Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	Capitaux propres - part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2019	169,9	500,8	30,1	(2,7)	(52,9)	164,1	10,1	655,3
Résultat global de la période	-	-	16,8	-	(46,4)	(14,7)	(2,6)	(32,2)
Distribution de dividendes	-	-	(0,0)	-	-	0,0	(1,5)	(1,5)
Augmentation de capital	0,2	0,2	0,1	-	-	441,7	0,8	1,3
Païement en actions	-	-	1,3	-	-	2,5	-	1,3
Autres transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	0,0	0,0	(0,0)	-	0,0	(2,8)	(0,0)	(0,0)
Variation des actions auto-détenues	-	-	-	(3,1)	-	(2,7)	-	(3,1)
Variations de périmètre et autres variations	0,0	(0,0)	(0,0)	-	0,0	57,0	(0,0)	(0,0)
Capitaux propres au 1^{er} semestre 2019	170,1	501,0	48,2	(5,9)	(99,2)	645,1	6,9	621,1
Résultat global de la période	-	-	8,8	-	9,7	(0,3)	0,1	18,6
Distribution de dividendes	-	-	0,0	-	-	0,0	(2,6)	(2,6)
Augmentation de capital	0,1	0,1	19,3	-	-	19,9	1,1	20,6
Païement en actions	-	-	2,5	-	-	3,8	-	2,5
Autres transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	(0,0)	(0,0)	6,4	-	0,0	(4,4)	14,0	20,4
Variation des actions auto-détenues	-	-	-	2,1	(2,0)	(3,1)	-	0,1
Variations de périmètre et autres variations	(0,0)	0,0	0,0	-	0,0	(0,0)	0,0	0,0
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2020	170,2	501,0	85,2	(3,8)	(91,6)	661,0	19,5	680,5
Résultat global de la période	-	-	22,0	-	(43,4)	(0,3)	(5,3)	(26,6)
Distribution de dividendes	-	-	0,0	-	-	0,0	(9,8)	(9,8)
Augmentation de capital ⁽²⁾	0,3	0,8	25,3	-	-	19,9	(0,0)	26,4
Païement en actions	-	-	2,3	-	-	3,8	-	2,3
Autres transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	(0,0)	-	0,0	-	0,0	(4,4)	(0,0)	0,0
Variation des actions auto-détenues ⁽³⁾	-	-	-	(2,0)	-	(3,1)	-	(2,0)
Variations de périmètre et autres variations	0,0	-	(0,0)	-	0,0	(0,0)	(0,0)	(0,0)
Capitaux propres au 1^{er} semestre 2020	170,5	501,8	134,8	(5,8)	(134,9)	661,0	4,4	670,8

(1) Les « autres éléments du résultat global » impactant le résultat global de la période comprennent principalement la juste valeur des instruments financiers dérivés (se référer à la note 16.4).

(2) Se référer aux notes 14 et 16.2.

(3) Neoen S.A. a fait l'acquisition d'actions propres pour un montant de 2 millions d'euros dans le cadre de l'émission de l'OCEANE Verte le 2 juin 2020.

3.1.5 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(En millions d'euros)	Notes	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Résultat net de l'ensemble consolidé		20,9	18,4
Éliminations :			
de la quote-part de résultat dans les entreprises associées		(0,4)	(0,5)
des amortissements et provisions	11.2 et 11.3	51,0	38,7
de la variation de juste valeur au résultat des instruments financiers dérivés		(0,0)	0,8
des plus ou moins-values de cession	9	2,1	1,1
des charges et produits calculés liés aux paiements en actions	7.2	2,3	1,3
des autres produits et charges sans incidence de trésorerie		2,2	0,4
de la charge (produit) d'impôt	10	18,7	9,1
du coût de l'endettement financier	16.1	48,2	35,7
Incidence de la variation du besoin en fond de roulement ⁽¹⁾		(38,6)	(19,8)
Impôts décaissés (encaissés)		(14,6)	(3,6)
Flux net de trésorerie lié aux activités opérationnelles		91,7	81,6
<i>Dont flux de trésorerie opérationnels liés aux activités non poursuivies ⁽²⁾</i>		-	0,4
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise		(0,0)	(0,7)
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée		-	0,3
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles ⁽³⁾		(233,8)	(377,5)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		0,0	0,0
Variation des actifs financiers ⁽⁴⁾		28,4	(27,2)
Dividendes reçus		0,1	0,0
Flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement		(205,2)	(405,1)
<i>Dont flux de trésorerie d'investissement liés aux activités non poursuivies ⁽²⁾</i>		-	(0,4)
Augmentation de capital de la société mère	1.4 et 14	26,4	0,4
Contribution des investisseurs minoritaires aux augmentations de capital		0,1	0,8
Cession (acquisition) nette d'actions propres		(2,0)	(3,1)
Emission d'emprunts	16.2	667,4	242,2
Dividendes payés		(9,8)	(1,5)
Remboursement d'emprunts	16.2	(408,9)	(50,6)
Intérêts financiers versés		(27,9)	(29,7)
Flux net de trésorerie lié aux activités de financement		245,2	158,5
<i>Dont flux de trésorerie de financement liés aux activités non poursuivies ⁽²⁾</i>		-	(0,9)
Incidence de la variation des taux de change		(2,7)	0,6
Effet du reclassement de la trésorerie lié aux activités cédées		-	(1,7)
Variation de trésorerie		129,0	(166,1)
Trésorerie à l'ouverture	13	460,5	503,8
Trésorerie à la clôture	13	589,5	337,8
Variation de la trésorerie nette		129,0	(166,1)

(1) L'incidence de la variation du besoin en fonds de roulement au premier semestre 2020 s'explique principalement par une augmentation des créances clients et par une augmentation des créances de TVA en attente de remboursement en lien notamment avec des projets en cours de construction.

(2) Les flux de trésorerie du premier semestre 2019 sont relatifs à l'activité biomasse cédée le 4 septembre 2019.

(3) Le groupe Neoen a acquis des immobilisations incorporelles et corporelles pour respectivement + 18,3 millions d'euros (se référer à la note 11.2) et + 178,5 millions d'euros (se référer à la note 11.3) sur la période. A cela s'ajoutent des paiements de dettes et acomptes sur fournisseurs d'immobilisations pour 37 millions d'euros en 2020.

(4) La baisse des investissements réalisés sur la période s'explique essentiellement par le remboursement de dépôts liés au financement d'actifs de production.

3.1.6 INFORMATION SECTORIELLE

Principes comptables

Conformément à IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information sectorielle est présentée sur la base de l'organisation interne et du reporting utilisé par la direction du groupe Neoen. Neoen a retenu la répartition suivante pour ses secteurs opérationnels :

- **éolien** : ce secteur correspond à l'activité de production d'énergie éolienne ;
- **solaire** : ce secteur correspond à l'activité de production d'énergie photovoltaïque ;
- **stockage** : ce secteur correspond à l'activité liée aux batteries indépendantes, directement connectées au réseau ;
- **développement et investissements** : ce secteur correspond principalement aux activités de développement et d'investissement ;
- **éliminations** : flux intra-groupe concernant principalement l'annulation des facturations de services rendus par Neoen S.A. à ses sociétés de projet au titre du développement, de la supervision et de la gestion administrative des centrales, ainsi que l'activation des coûts de développement conformément à IAS 38 « Immobilisations incorporelles ».

Les principaux indicateurs publiés sont ceux utilisés par la direction du groupe Neoen. La notion d'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et provisions opérationnelles courantes.

Au titre des informations complémentaires, les principaux indicateurs publiés sont détaillés par zones géographiques. Ces-dernières sont définies ci-après :

- **Europe – Afrique** : cette zone regroupe les activités de production dans les pays d'Europe et d'Afrique ;
- **Amériques** : cette zone regroupe les activités de production dans les pays d'Amérique du Nord, Amérique Centrale, Amérique du Sud et dans les Caraïbes ;
- **Australie** : cette zone regroupe les activités de production en Australie.

Les résultats sectoriels du premier semestre 2020 et du premier semestre 2019 sont ainsi présentés pour chacun des secteurs opérationnels du groupe Neoen : éolien, solaire, stockage, et développement et investissements (y compris éliminations).

Information sectorielle

(En millions d'euros)		Eolien	Solaire	Stockage	Développement & Investissements ⁽²⁾	Eliminations ⁽³⁾	1er semestre 2020
EUROPE- AFRIQUE	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires	33,6	28,3	0,2			62,1
	EBITDA ⁽¹⁾	26,6	24,7	0,1			51,4
	Résultat opérationnel courant	13,3	14,6	(0,0)			27,9
	Tableau des flux de trésorerie						
	Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	49,4	28,1	4,2			81,7
AMERIQUES	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires		24,9				24,9
	EBITDA ⁽¹⁾		44,8				44,8
	Résultat opérationnel courant		35,6				35,6
	Tableau des flux de trésorerie						
	Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		119,3				119,3
AUSTRALIE	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires	25,2	20,8	24,4			70,4
	EBITDA ⁽¹⁾	19,3	18,6	23,1			61,0
	Résultat opérationnel courant	10,0	8,0	20,5			38,6
	Tableau des flux de trésorerie						
	Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	6,8	5,1	23,8			35,7
TOTAL	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires	58,9	74,0	24,6	17,3	(17,5)	157,2
	EBITDA ⁽¹⁾	45,9	88,0	23,2	(13,3)	4,5	148,2
	Résultat opérationnel courant	23,3	58,2	20,5	(14,8)	8,6	95,9
	Tableau des flux de trésorerie						
	Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	56,2	152,5	28,0	(1,2)	(1,8)	233,8

(1) La notion d'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et provisions opérationnelles courantes.

(2) Le chiffre d'affaires de ce secteur est essentiellement réalisé au moyen des ventes de services effectuées par Neoen S.A. auprès des autres entités du groupe Neoen (éliminées en consolidation, à l'exception des montants facturés aux sociétés liées et aux autres entités qui ne sont pas consolidées par intégration globale) mais également à travers des ventes de services à des tiers.

(3) Les éliminations concernent principalement l'annulation des facturations de services rendus par Neoen S.A. à ses sociétés de projets au titre du développement, de la supervision et de la gestion administrative des actifs de production ainsi que l'activation des coûts de développement conformément à IAS 38 « Immobilisations incorporelles ».

(En millions d'euros)		Eolien	Solaire	Stockage	Développement & Investissements ⁽²⁾	Eliminations ⁽³⁾	1er semestre 2019
EUROPE-AFRIQUE	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires	19,6	26,6	0,0			46,3
	EBITDA ⁽¹⁾	15,3	25,8	0,0			41,2
	Résultat opérationnel courant	8,5	17,7	0,0			26,3
AMERIQUES	Tableau des flux de trésorerie						
	Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	37,1	45,1	2,4			84,6
	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires		8,5				8,5
EBITDA ⁽¹⁾		6,1				6,1	
Résultat opérationnel courant		3,8				3,8	
AUSTRALIE	Tableau des flux de trésorerie						
	Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		138,3				138,3
	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires	33,1	19,7	8,3			61,1
EBITDA ⁽¹⁾	28,2	18,4	6,7			53,2	
Résultat opérationnel courant	19,0	10,1	4,1			33,1	
TOTAL	Tableau des flux de trésorerie						
	Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	94,8	51,0	5,6			151,3
	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires	52,7	54,8	8,4	23,4	(21,2)	118,1
EBITDA ⁽¹⁾	43,5	50,2	6,7	(8,9)	2,4	94,0	
Résultat opérationnel courant	27,5	31,6	4,1	(10,3)	5,2	58,1	
TOTAL	Tableau des flux de trésorerie						
	Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	131,8	234,4	8,0	0,8	2,0	377,1

(1) La notion d'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et provisions opérationnelles courantes.

(2) Le chiffre d'affaires de ce secteur est essentiellement réalisé au moyen des ventes de services effectuées par Neoen S.A. auprès des autres entités du groupe Neoen (éliminées en consolidation, à l'exception des montants facturés aux sociétés liées et aux autres entités qui ne sont pas consolidées par intégration globale) mais également à travers des ventes de services à des tiers.

(3) Les éliminations concernent principalement l'annulation des facturations de services rendus par Neoen S.A. à ses sociétés de projets au titre du développement, de la supervision et de la gestion administrative des actifs de production ainsi que l'activation des coûts de développement conformément à IAS 38 « Immobilisations incorporelles ».

3.1.7 NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

NOTE 1.	Informations générales et principes comptables	41
NOTE 2.	Prise en compte de l'impact COVID-19 dans l'établissement des états financiers	44
NOTE 3.	Saisonnalité	45
NOTE 4.	Périmètre de consolidation	45
NOTE 5.	Chiffre d'affaires	45
NOTE 6.	Achats et stocks	46
NOTE 7.	Charges et avantages au personnel	47
NOTE 8.	Autres produits et charges opérationnels courants	48
NOTE 9.	Éléments non courants de l'activité opérationnelle	49
NOTE 10.	Impôts	49
NOTE 11.	Écart d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles	50
NOTE 12.	Actifs financiers non courants	52
NOTE 13.	Trésorerie et équivalents de trésorerie	53
NOTE 14.	Capitaux propres et détail des instruments dilutifs	53
NOTE 15.	Provisions courantes et non courantes	55
NOTE 16.	Financement et instruments financiers	55
NOTE 17.	Gestion des risques	60
NOTE 18.	Engagements hors bilan	61
NOTE 19.	Transactions avec les parties liées	62
NOTE 20.	Événements postérieurs à la clôture	63

NOTE 1. INFORMATIONS GENERALES ET PRINCIPES COMPTABLES

NOTE 1.1. IDENTIFICATION DE L'ÉMETTEUR

Neoen est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France, et cotée sur le marché réglementé d'Euronext Paris, compartiment A. Son siège social est situé au 6 rue Ménars, 75002 Paris. Le groupe Neoen développe et exploite des centrales de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables (éolien, solaire) et de stockage.

Avec près de 3,6 GW de projets en opération et construction (dont 228 MW sous gestion) et 0,7 GW de projets *awarded*¹ au 30 juin 2020 (soit plus de 4,4 GW de projets sécurisés – portefeuille *secured*¹), Neoen est le 1^{er} producteur indépendant français d'énergies renouvelables.

Le groupe Neoen dispose par ailleurs d'un pipeline de projets en développement avancé de 6,8 GW (*advanced pipeline*¹) et de plus de 4,6 GW de projets au stade *early stage*¹.

Le groupe Neoen exerce ses activités dans les zones géographiques Europe-Afrique, Australie et Amériques.

NOTE 1.2. ÉVÈNEMENTS DE LA PÉRIODE

Un premier semestre marqué par la crise sanitaire COVID-19

Le 30 janvier 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré l'état d'urgence de santé publique de portée internationale à la suite de la propagation du virus du COVID-19 et l'a qualifié de pandémie le 11 mars 2020. En réponse à cette crise sanitaire, les gouvernements du monde entier ont été dans l'obligation d'adopter des mesures restrictives sociales et économiques afin de contenir la circulation du virus. Ces mesures ont notamment déclenché des perturbations importantes pour les entreprises, entraînant un ralentissement économique mondial.

Dans ce contexte, la première responsabilité du groupe Neoen a été de préserver la santé de l'ensemble de ses collaborateurs tout en poursuivant ses activités. Le groupe Neoen a ainsi limité les déplacements du personnel, a massivement déployé des modes de travail alternatifs et a recouru au télétravail lorsque cela était possible ; ceci, tout en poursuivant activement le développement de son portefeuille avec la mise en service de nouveaux actifs (239 MW sur la période), le lancement de la construction de plus de 500 MW et le renforcement de son portefeuille de projets sécurisés.

Le groupe Neoen est ainsi parvenu à poursuivre son développement, en dépit de retards ponctuels dans la réalisation de ses projets, et à maintenir une croissance dynamique de son chiffre d'affaires, de son EBITDA et de son résultat net tout en préservant sa trésorerie et sa liquidité tout au long de la période. En conséquence il n'a pas eu recours aux mesures d'accompagnement gouvernementales. Les actifs du Groupe opérant très majoritairement dans le cadre de contrats long terme d'achats d'électricité avec des contreparties essentiellement de premier rang, ils n'ont été affectés que de manière limitée par les fluctuations ayant impacté les marchés financiers et de l'électricité au cours du semestre. Le groupe Neoen n'a en conséquence pas identifié d'indice de perte de valeur susceptible d'affecter ces actifs.

Par ailleurs, le groupe Neoen n'a pas identifié de risque de liquidité inhérent à la crise sanitaire, ayant notamment conclu sur la période l'émission de son premier crédit syndiqué *corporate* et d'une OCEANE Verte (se référer aux notes 14 et 16.2).

Enfin, les coûts spécifiques liés à l'épidémie de COVID-19 restent marginaux à l'échelle du Groupe et concernent principalement les équipements et mises en conformité sanitaires.

Refinancement des projets éoliens Hornsdale en Australie

Dans le cadre d'une gestion active de ses financements, le groupe Neoen a finalisé, le 21 janvier 2020, le refinancement des dettes des centrales en exploitation Hornsdale 1, 2 et 3, donnant lieu à un remboursement des dettes existantes pour 527,2 millions de dollars australiens (auxquels s'ajoutent 52,5 millions de dollars australiens de remboursement de swaps) ainsi qu'à l'émission de nouvelles dettes pour 606,5 millions de dollars australiens. Cette opération a permis au Groupe de bénéficier de conditions de financement plus avantageuses, notamment du fait de l'allongement de l'horizon de remboursement (jusqu'à 22 ans à compter du refinancement).

Conformément aux principes fixés par la norme IFRS 9 « Instruments financiers », s'agissant d'une modification substantielle du financement, le groupe Neoen a comptabilisé les frais d'émission non encore amortis et les pénalités de remboursements anticipés en charges financières à hauteur de (4,9) millions d'euros (se référer à la note 16.2).

¹ Pour une définition des différents stades de développement des projets du Groupe, le lecteur est invité à se reporter à la section « glossaire » du document d'enregistrement universel 2019.

Mise en place d'un crédit syndiqué de 200 millions d'euros intégrant des critères ESG

En mars 2020, Neoen S.A. a conclu un premier crédit syndiqué de 200 millions d'euros indexant ses conditions financières sur des indicateurs Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG). Ce contrat comprend un crédit amortissable d'un montant total de 125 millions d'euros et un crédit renouvelable d'un montant de 75 millions d'euros, ayant tous deux une maturité au 31 juillet 2024. Cette opération a été réalisée dans le but de renforcer les ressources financières du groupe Neoen dans le cadre de sa stratégie de croissance. Les frais d'émission de ce crédit syndiqué s'élèvent à 2 millions d'euros. Au 30 juin 2020, ces deux instruments ne sont pas encore mobilisés.

Augmentation de capital réservée aux salariés

Le 29 avril 2020, Neoen S.A. a mis en œuvre une augmentation de capital réservée à ses salariés en France. Ce plan proposait à chaque bénéficiaire l'acquisition de 118 actions nouvelles au prix préférentiel de souscription de 21,92 euros par action (bénéficiant d'une décote de 30 % par rapport à la moyenne des cours de l'action des vingt dernières séances de bourse précédant le jour de fixation du prix par le conseil d'administration du 25 mars 2020) et un abondement à raison d'une action offerte pour une action souscrite. Le groupe Neoen a comptabilisé cette opération conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions ». Celle-ci s'est traduite par un impact de 0,7 million d'euros en capitaux propres et de (0,4) million d'euros en charges de personnel.

Emission obligataire d'une « OCEANE Verte »

Le 2 juin 2020, Neoen S.A. a réalisé une émission obligataire à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes pour un montant nominal maximal de 170 millions d'euros, portant intérêts à un taux annuel de 2,0 % payable semestriellement à terme échu les 2 décembre et 2 juin de chaque année, et pour la première fois le 2 décembre 2020.

La valeur unitaire des obligations a été fixée à 46,20 euros correspondant à une prime de 40 % par rapport au cours de référence de Neoen. A moins qu'elles n'aient été converties, échangées, remboursées ou rachetées et annulées, les obligations seront remboursées au pair le 2 juin 2025.

Conformément aux principes fixés par la norme IAS 32 « Instruments financiers : présentation », cette émission a été traitée comme un instrument composé, la composante dette (obligation sans option de conversion) s'élevant, nette de frais, à environ 142,8 millions d'euros et la composante capitaux propres (option de conversion) à près de 24,9 millions d'euros, nette de frais (se référer aux notes 16 et 18.2). Le taux d'intérêt effectif de la composante dette s'élève à 5,80 %.

Actions propres

Dans le cadre de l'émission de l'OCEANE Verte souscrite le 2 juin 2020, Neoen S.A. a fait l'acquisition de 60 606 actions propres pour un montant de 2 millions d'euros. Ces actions sont traitées comptablement comme des actions d'auto-contrôle dans les états financiers consolidés.

Exposition du groupe Neoen à l'Argentine

Au 30 juin 2020, la contribution de l'ensemble des entités argentines au bilan du groupe Neoen s'élevait à 242,4 millions d'euros, et se décomposait notamment comme suit :

- immobilisations incorporelles et corporelles : 197,8 millions d'euros ;
- trésorerie et équivalents de trésorerie : 15,8 millions d'euros ;
- dettes au titre de financement de projets : 145,7 millions d'euros.

Par ailleurs, pour garantir les engagements de Neoen au titre du projet Altiplano, des garanties bancaires, sous forme de lettres de crédit, ont été émises par des établissements bancaires, dont 28,8 millions de dollars américains étaient en vigueur au 30 juin 2020 faisant l'objet, à titre de couverture, de dépôts de garantie en espèces effectués par le groupe Neoen à hauteur de 21,6 millions de dollars américains. Neoen a aussi contre-garanti à hauteur de 55 millions de dollars américains, les garanties émises par un assureur au titre de la bonne exécution des obligations des sociétés de projets dans le cadre des *Power Purchase Agreement* signés avec CAMMESA (administrateur du marché de l'électricité).

La dépréciation du peso argentin contre le dollar américain, monnaie fonctionnelle des entités argentines, a quant à elle généré des pertes de change latentes, relatives principalement à des crédits de TVA libellés en pesos argentins, en attente de remboursement, affectant le résultat financier consolidé, pour un montant de 3,7 millions de dollars américains au titre du premier semestre 2020.

Par ailleurs, les règles mises en place par la Banque Centrale de la République d'Argentine au cours du second semestre 2019, visant à restreindre l'accès aux devises étrangères aux entreprises et particuliers argentins afin d'endiguer la dévaluation du peso argentin (ARS) par rapport au dollar américain (USD), ont pour conséquence, à la date de publication des comptes du groupe Neoen, de restreindre substantiellement la possibilité d'achat de dollars sur le marché des changes argentins à des fins de i) remboursements des comptes courants d'actionnaires libellés en USD en faveur du projet Altiplano (s'élevant à 74,4 millions de dollars américains, y compris intérêts courus pour 6,2 millions de dollars américains, au 30 juin 2020) et ii) paiements de dividendes. Ces restrictions n'affectent pas en revanche les paiements, au titre du service des dettes libellées en USD (remboursement en principal ou intérêt), en faveur des prêteurs étrangers sur ce projet.

En dépit de la situation macro-économique et financière du pays, les partenaires financiers du groupe ont néanmoins continué à soutenir le projet par des tirages de dette réalisés au cours du premier semestre 2020.

Le 22 mai 2020, le gouvernement Argentin a cependant formellement dépassé la période de grâce octroyée pour le paiement d'une échéance de 502 millions de dollars américains au titre de sa dette souveraine. Depuis cette date des négociations entre le gouvernement et les principaux groupes de créiteurs ont permis de conclure une restructuration de la dette souveraine, effective depuis le début septembre 2020. Celle-ci a permis de réduire massivement la charge financière du pays en réduisant la valeur actualisée des paiements de 45 % et en octroyant une période de répit avant les prochaines échéances de remboursement prévues en 2024.

Enfin, bien qu'affectées par la pandémie de COVID-19 et les restrictions imposées par les gouvernements fédéraux et provinciaux, les opérations de construction, suspendues pour un temps, sont toujours en cours pour une mise en service progressif dans le courant du dernier trimestre 2020.

La situation macro-économique argentine n'a ainsi pas affecté le projet de manière substantielle, et à la connaissance du groupe, n'a pas non plus affecté la capacité des entités publiques argentines à honorer leurs obligations au titre du programme Renovar.

Situation du projet El Llano

En date de clôture semestrielle, le début d'opération commerciale (*COD – Commercial Operation Date*) et la réception technique provisoire (*PA – Provisionnal Acceptance*) de la centrale mexicaine d'El Llano n'avaient pas été prononcés, en raison notamment des retards pris dans la finalisation des opérations de construction, inhérents pour partie aux conséquences de l'épidémie de COVID-19, ainsi que du fait de délais dans la réalisation des tests pré-opérationnels par le Centre National de Contrôle de l'Energie (CENACE), entraînant de fait certaines non-conformités documentaires au sens des contrats de financement de cette centrale. En conséquence, les financements mobilisés au titre de ce projet ont été présentés en dettes financières courantes, dans les comptes semestriels du Groupe.

En date de publication de ses comptes, le groupe Neoen continue de travailler activement avec le constructeur, le CENACE et, de manière plus générale, les autorités mexicaines pour pouvoir procéder dès que possible au début d'opération commerciale et à la réception technique provisoire de la centrale, de manière à lever ces non-conformités documentaires. La centrale, qui est entrée en production en février, continue par ailleurs à générer de l'électricité à des niveaux proches de sa capacité nominale, vendue sur le marché spot.

NOTE 1.3. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ ET BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les comptes ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration du 23 septembre 2020.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires du groupe Neoen (« le Groupe »), au 30 juin 2020, ont été préparés en conformité avec les dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », telle que publiée par l'IASB et adoptée dans l'Union Européenne. Ils présentent les informations principales telles que définies par la norme IAS 34 et doivent donc se lire en complément des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2019 tels qu'ils figurent dans le Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financier (AMF) le 28 avril 2020 sous le numéro D.20-0386.

NOTE 1.4. PRINCIPES COMPTABLES

Pour l'établissement de ses états financiers résumés intermédiaires au 30 juin 2020, le Groupe a appliqué les mêmes normes, interprétations et méthodes comptables que dans ses états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2019, à l'exception des textes entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2020, mentionnés au paragraphe ci-après.

Normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'UE et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2020 sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2020 :

- Amendements des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS ;
- Amendements à IAS 1 et IAS 8 : « définition du terme significatif ».
- Amendement IFRS 3 - Définition d'une activité - Regroupements d'entreprises
- Amendement IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 - réforme des taux d'intérêt de référence (IBOR)

Ces amendements n'ont pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2020.

Normes, amendements et interprétations d'application optionnelle à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2020

Les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et non encore adoptés par l'UE sont listées ci-après :

- Amendements à IAS 1 : « Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants » ;
- Amendements à IFRS 3 : « Références au cadre conceptuel des normes IFRS » ;
- Amendements à IFRS 4 : « Extension de l'exemption temporaire d'application d'IFRS 9 » ;
- Amendements à IAS 37 : « Contrats déficitaires – Coûts à prendre en compte » ;
- Amendements à IAS 16 : « Immobilisations corporelles – Revenus avant l'utilisation prévue » ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS 2018-2020.
- Amendements IFRS 16 : Allègements de loyers liés au COVID-19

NOTE 1.5. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

Pour établir les comptes du Groupe, la Direction procède à des estimations dans la mesure où des éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En conséquence, les montants figurant dans les futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Les principaux sujets impactant les états financiers et dépendant d'estimations et de jugements, au 30 juin 2020, sont les suivants :

- l'estimation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles (notes 11.1, 11.2 et 11.3) ;
- la durée d'amortissement des actifs de production (note 11.3) ;
- la charge d'impôt, calculée, pour les comptes consolidés semestriels, en appliquant au résultat comptable de la période le taux d'impôt moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours pour chaque entité ou groupe fiscal (note 10) ;
- l'activation d'impôts différés, lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales pourront être imputées (note 10) ;
- l'estimation de la durée des contrats de location et du taux d'actualisation à appliquer aux loyers à payer, dans le cadre de l'application d'IFRS 16 « Contrats de location » (note 11.3) ;
- l'activation des frais de développement (note 11.2) ;
- le montant des provisions (note 15).

NOTE 2. PRISE EN COMPTE DE L'IMPACT COVID-19 DANS L'ETABLISSEMENT DES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2020

L'évolution de l'environnement économique et financier résultant de la crise sanitaire COVID-19 a conduit le Groupe à renforcer les procédures de suivi des risques, notamment dans l'évaluation des instruments financiers et de la valeur recouvrable de ses actifs.

Cet environnement et la volatilité importante des marchés ont été pris en considération par le Groupe dans les estimations utilisées entre autres pour les tests de perte de valeur et les calculs des provisions.

Le Groupe a par ailleurs exercé son jugement pour l'appréciation :

- de l'existence d'un événement déclencheur menant éventuellement à une perte de valeur sur les écarts d'acquisition et les immobilisations corporelles ou incorporelles ;
- des probabilités de défaut dans un contexte d'incertitude ;
- des impacts sur les risques relatifs aux instruments financiers, notamment le risque de liquidité ainsi que l'évolution des marchés des taux d'intérêts et des taux de change ;
- des perspectives d'utilisation des impôts différés actifs reconnus ;
- des conséquences en matière de couverture, notamment quant au maintien du caractère hautement probable de l'élément couvert.

Enfin, le Groupe a été particulièrement attentif aux traitements dans les états financiers des principaux enjeux et effets de la crise sanitaire pour lesquels les principes comptables IFRS utilisés lors des clôtures précédentes ont été appliqués selon un principe de permanence des méthodes.

Les actifs du Groupe étant adossés majoritairement à des contrats de long terme avec des contreparties essentiellement de premier rang ils n'ont en effet été affectés que de manière limitée par les fluctuations inhérentes à l'épidémie de COVID-19 ayant affecté les marchés financiers et de l'électricité au cours du semestre. Le Groupe n'a en conséquence pas identifié d'indice de perte de valeur susceptible d'affecter ces actifs.

S'agissant plus particulièrement de ses actifs en Amérique Latine, région particulièrement affectée par l'épidémie de COVID-19, le Groupe a poursuivi les opérations de construction de sa centrale d'Altiplano en Argentine, avec le soutien de ses prêteurs, dans un contexte de résorption du risque souverain, se traduisant par la conclusion d'un accord entre l'Etat argentin et ses créanciers au cours du mois d'août 2020, (se référer à la note 1.2), et a débuté la production de sa centrale d'El Llano au Mexique, pour laquelle elle travaille actuellement activement avec le constructeur et les autorités mexicaines afin de pouvoir procéder dès que possible au début d'opération commerciale et à la réception technique provisoire de la centrale (se référer à la note 1.2).

Enfin, les coûts spécifiques liés à l'épidémie COVID-19 restent marginaux à l'échelle du Groupe et concernent principalement les équipements et mises en conformité sanitaires.

NOTE 3. SAISONNALITE

Les installations de production photovoltaïques et éoliennes du Groupe sont affectées localement par des variations saisonnières, inhérentes aux niveaux d'ensoleillement et de vent. Toutefois, compte tenu du mix technologique, de la diversité des implantations géographiques et du rythme de mises en service de capacités de production additionnelles résultant du fort rythme de croissance du Groupe, cet effet de saisonnalité n'a à ce jour pas d'incidence significative sur l'activité.

NOTE 4. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

NOTE 4.1. SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Au 30 juin 2020, le Groupe est composé de 309 sociétés consolidées, dont 305 en intégration globale et 4 en mise en équivalence.

Pour rappel, au 31 décembre 2019, le Groupe était composé de 304 sociétés consolidées, dont 300 en intégration globale et 4 en mise en équivalence.

NOTE 4.2. SOCIÉTÉS NON CONSOLIDÉES

Le Groupe consolide l'intégralité de ses filiales, dont il a le contrôle ou dans lesquelles il exerce une influence notable, même si celles-ci pourraient être considérées comme non significatives.

Les participations minoritaires dans les groupements Cestas sont comptabilisées en titres non consolidés et évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

NOTE 4.3. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE

Dans le cadre de son développement, le Groupe est régulièrement amené à réaliser des créations de sociétés, et peut acquérir des sociétés en phase de développement relativement peu avancé ou offrant des perspectives de croissance ou de *repowering*. Au cours du premier semestre 2020, le Groupe n'a réalisé aucune acquisition, cession ou liquidation.

NOTE 5. CHIFFRE D'AFFAIRES

Principes comptables

Les produits des activités ordinaires (ou chiffre d'affaires) correspondent à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et services vendus dans le cadre habituel des activités du Groupe. Les produits des activités ordinaires figurent nets de rabais et de remises, et déduction faite des ventes intragroupes. Aucun produit n'est comptabilisé lorsqu'il y a une incertitude significative quant à la recouvrabilité de la contrepartie due.

Le Groupe distingue les revenus sous contrats, majoritairement long terme, de ceux provenant des ventes à court terme sur le marché. Le chiffre d'affaires est essentiellement constitué des ventes d'électricité et de certificats verts.

Les ventes d'énergies correspondent aux ventes d'électricité au niveau des unités de production ainsi qu'aux certificats verts associés, et à des revenus d'arbitrage et de fourniture de services aux réseaux dans le cadre des activités de stockage.

L'énergie est vendue soit conformément aux différents contrats dont les prix de vente sont définis par décret ou dans le cadre d'appels d'offres, soit sur le marché.

Le chiffre d'affaires est reconnu en fonction des quantités produites et / ou injectées au cours de la période ou lors de l'émission de l'énergie donnant droit aux certificats.

Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se ventile de la façon suivante :

(En millions d'euros)	Solaire	Eolien	Stockage	Autre ⁽¹⁾	1er semestre 2020
Electricité	51,8	43,4	0,2	-	95,4
Certificats verts	5,9	12,3	-	-	18,3
Ventes d'énergies sous contrat	57,7	55,8	0,2	-	113,7
Electricité	15,4	2,8	23,3	-	41,5
Certificats verts	0,0	(0,0)	-	-	0,0
Ventes d'énergies sur le marché	15,5	2,8	23,3	-	41,5
Prestations de services	-	-	-	0,3	0,3
Autres	0,3	0,3	1,1	0,0	1,7
Autres produits	0,3	0,3	1,1	0,3	2,0
Au 1er semestre 2020	73,4	58,8	24,6	0,3	157,2

(En millions d'euros)	Solaire	Eolien	Stockage	Autre ⁽¹⁾	1er semestre 2019
Electricité	43,6	42,0	0,0	-	85,7
Certificats verts	3,9	10,6	-	-	14,4
Ventes d'énergies sous contrat	47,5	52,5	0,0	-	100,1
Electricité	5,7	0,1	7,0	-	12,8
Certificats verts	1,5	(0,1)	-	-	1,5
Ventes d'énergies sur le marché	7,2	(0,0)	7,0	-	14,3
Prestations de services	-	-	-	0,4	0,4
Autres	0,1	0,1	1,3	1,8	3,4
Autres produits	0,1	0,1	1,3	2,2	3,8
Au 1er semestre 2019	54,9	52,7	8,4	2,2	118,1

(1) Il s'agit principalement de prestations de gestion administrative, de supervision, ou encore de développement, pour des entités hors groupe.

NOTE 6. ACHATS ET STOCKS

NOTE 6.1. ACHATS DE MARCHANDISES ET VARIATION DE STOCKS

Principes comptables

Les sociétés de projets australiennes opérant des centrales solaires et éoliennes génèrent, au rythme de leur production, des certificats verts qui, pour la part excédant les engagements prévus dans le cadre de leur contrat d'achat de long terme (*Power Purchase Agreement*) avec leurs contreparties, ont vocation à être vendus sur le marché.

Dans un objectif de couverture du risque de prix visant à limiter son exposition à la volatilité du marché spot, Neoen a créé au premier semestre 2020 la société Neoen Energy Management Australia (NEMA). Cette société acquiert désormais chaque trimestre auprès des sociétés de projets (dès lors que leurs contrats de financement les y autorisent) les certificats verts excédant les engagements pris dans le cadre des *Power Purchase Agreements*. D'autre part, elle procède conformément à une politique de risque soumise à approbation préalable des organes de direction, à une couverture du risque de prix sur l'horizon de liquidité accessible (pouvant aller jusqu'à l'année n+2), à travers la réalisation de ventes à terme auprès de contreparties externes, donnant lieu à livraison physique l'année suivant la production de ces certificats verts.

Les certificats verts, objets de cette couverture du risque de prix font, dans le cadre de cette nouvelle organisation, l'objet d'une comptabilisation en stock à la juste valeur, conformément aux principes fixés par la norme IAS 2 « Stocks », et ce jusqu'à leur transfert physique auprès des contreparties externes en année n+1 suivant leur production, qui déclenche la reconnaissance du produit associé en chiffre d'affaires. Ces certificats verts sont comptabilisés dans la rubrique « Achats de marchandises et variation des stocks » au compte de résultat et dans la rubrique « Stocks » au bilan.

Ce poste comprend principalement au premier semestre 2020 les certificats verts générés par les sociétés de projet en Australie et en attente de leur vente à terme pour 0,8 million d'euros et des charges relatives à des achats d'électricité pour les centrales en exploitation pour (0,4) million d'euros.

Au premier semestre 2019, ce poste comprenait exclusivement des achats de petits équipements pour (0,2) million d'euros.

NOTE 6.2. STOCKS

(En millions d'euros)	30.06.2020	31.12.2019
Stocks - Valeur Brute	1,6	0,7
Stocks - Dépréciation	-	-
Total stocks	1,6	0,7

NOTE 6.3. CHARGES EXTERNES

(En millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Entretiens et réparations	(11,3)	(7,6)
Autres charges externes	(19,0)	(12,6)
Total charges externes	(30,3)	(20,1)

Les charges d'entretiens et de réparations correspondent essentiellement aux coûts de maintenance des centrales en exploitation.

Les autres charges externes comprennent principalement :

- des charges d'exploitation des centrales en opération (coûts associés à la gestion de la fréquence du réseau, assurances d'exploitation, achats d'électricité) ;
- des frais de structure (honoraires, consulting, sous-traitance, informatique, assurance) ;
- des frais de déplacement ;
- et des charges de développement non activées car ne répondant pas aux critères d'activation définis par le Groupe.

Les charges de développement non activées sur la période s'élèvent ainsi à (0,7) million d'euros.

NOTE 7. CHARGES ET AVANTAGES AU PERSONNEL

NOTE 7.1. CHARGES DE PERSONNEL

Au premier semestre 2020, les charges de personnel s'élèvent à (6,6) millions d'euros contre (5,9) millions d'euros au premier semestre 2019.

NOTE 7.2. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

La charge liée à l'attribution d'actions gratuites et de stock-options s'élève sur le premier semestre 2020 à (2,7) millions d'euros contre (1,2) million d'euros au premier semestre 2019.

Détail des plans d'options de souscription d'action

Date d'attribution	Nombre d'options attribuées	Date de départ d'exercice	Date d'expiration	Prix d'exercice	Nombre d'options en circulation
10/01/2016	127 500	11/01/2019	10/01/2021	4,00 €	35 000
16/05/2016	25 000	17/05/2019	16/05/2021	4,00 €	25 000
23/12/2016	235 000	24/12/2019	23/12/2021	6,00 €	91 666
30/05/2018	45 000	31/05/2021	30/05/2023	10,00 €	40 000
05/07/2018	65 000	06/10/2020	05/07/2023	10,00 €	60 000
Total	497 500				251 666

Pour valoriser ces plans, le Groupe a utilisé la formule de *Black & Scholes* avec les hypothèses suivantes :

- un taux de volatilité de 23 % depuis le plan du 30 mai 2018 contre 18 % auparavant (compte tenu de la volatilité des sociétés comparables) ;
- un taux d'intérêt sans risque correspondant à l'OAT 5 ans à la date d'attribution ;
- une maturité moyenne entre la date de départ d'exercice et la date d'expiration des plans de 1 an au-delà de la période d'acquisition.

Détail des plans d'attribution d'actions gratuites

Date d'attribution	Nombre d'actions attribuées	Date d'acquisition des actions	Date de fin de période de conservation	Nombre d'actions en circulation
30/05/2018	107 500	31/05/2021	-	105 000
05/07/2018	570 644	06/10/2020	-	493 644
10/07/2019	297 000	11/07/2022	-	292 000
Total	975 144			890 644

NOTE 8. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS COURANTS

(En millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Autres produits opérationnels courants	35,1	5,9
Autres charges opérationnelles courantes	(2,1)	(0,2)
Autres produits et charges opérationnels courants	33,0	5,8

Les autres produits opérationnels courants sont essentiellement composés des compensations contractuelles consécutives principalement aux pertes de revenus résultant de retards dans la mise en service de certaines centrales, du fait des contractants chargés de leur construction, et à des amortissements relatifs à la partie non remboursable de subventions d'exploitation.

Les autres charges opérationnelles courantes correspondent essentiellement à des pénalités versées dans le cadre de retards dans la mise en service des centrales (obligation au titre du *Power Purchase Agreement*), et à des pertes de change sur des transactions opérationnelles.

NOTE 9. ELEMENTS NON COURANTS DE L'ACTIVITE OPERATIONNELLE

(In millions of euros)	HY 2020	HY 2019
Prior period development costs ⁽¹⁾	(2,1)	(0,5)
Gains and losses on disposal of assets ⁽²⁾	(0,0)	(0,6)
Other income	0,0	0,2
Other non-current items	(0,1)	(0,1)
Other non-current operating income and expenses	(2,2)	(1,1)
Impairment of capitalised development costs	(0,6)	(0,5)
Reversal of impairment of capitalised development costs ⁽³⁾	1,9	0,4
Other non-current provisions	0,0	-
Impairment of non-current assets	1,3	(0,1)
Non-current operating profit	(0,9)	(1,2)

(1) Les frais de développement immobilisés pour lesquels le Groupe, à la suite d'événements externes hors de son contrôle, considère que les critères d'activation prévus par IAS 38 « Immobilisations incorporelles » ne sont plus respectés, sont comptabilisés en autres charges opérationnelles non courantes sur la période.

(2) Le résultat des cessions des actifs du premier semestre 2019 provient essentiellement de la cession du projet Montsinery.

(3) Les reprises de dépréciations de coûts de développement activés concernent les projets abandonnés.

NOTE 10. IMPOTS

Principes comptables

Dans le cadre des arrêtés intermédiaires, la charge d'impôt est calculée pour chaque entité fiscale en appliquant, au résultat taxable de la période, le taux effectif annuel estimé à partir des prévisions réalisées sur les principales entités du Groupe.

(En millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Résultat avant impôts	39,5	27,7
Impôts sur les résultats	(18,7)	(9,1)
Taux d'impôt effectif	47,2%	32,7%

La charge d'impôt s'élevait à (18,7) millions d'euros sur le premier semestre 2020 contre (9,1) millions d'euros au premier semestre 2019, soit respectivement un taux d'impôt effectif de 47,2 % contre 32,7 %.

La progression de la charge d'impôt de + 9,6 millions d'euros s'explique notamment par l'augmentation du résultat imposable avant impôt de + 11,8 millions d'euros et du taux effectif d'impôt appliqué.

La différence entre le taux d'impôt théorique de 28 % et le taux effectif d'impôt de 47,2 % (+ 19,2 points) s'explique principalement par :

- des perspectives de bénéfices sur certaines géographies et des limitations temporelles dans l'utilisation des déficits fiscaux, qui ont amené le Groupe à ne pas reconnaître d'impôts différés actifs au titre de certaines pertes fiscales.
- la comptabilisation d'impôts différés passifs sur les différences temporelles provenant de l'écart entre les valeurs fiscales et comptables, notamment d'actifs libellés en devises étrangères (en Argentine essentiellement), ainsi que d'autres éléments exceptionnels tels que des impôts sans base.

NOTE 11. ÉCART D'ACQUISITION, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

NOTE 11.1. ÉCART D'ACQUISITION

Principes comptables

Regroupement d'entreprise

Conformément aux dispositions d'IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises », les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs acquis, les passifs et les passifs éventuels assumés sont évalués à leur juste valeur. Les écarts d'acquisition correspondent à la différence entre la juste valeur de la contrepartie transférée lors du regroupement d'entreprises et le montant des actifs et passifs identifiables acquis nets des passifs et passifs éventuels pris en charge. Ils sont déterminés de façon provisoire lors de l'acquisition et peuvent être révisés dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

En application d'IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises » :

- les frais d'acquisition sont comptabilisés en autres produits et charges opérationnels non courants lorsqu'ils sont encourus ;
- les compléments de prix d'acquisition conditionnels sont estimés à leur juste valeur et inclus le cas échéant dans le coût d'acquisition des titres.

Pour chaque regroupement d'entreprises, le Groupe peut évaluer les participations ne donnant pas le contrôle soit à leur juste valeur soit sur la base de leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise évalué à la juste valeur à la date d'acquisition. Le Groupe définit au cas par cas l'option qu'il applique pour comptabiliser les participations ne donnant pas le contrôle.

Dépréciation des actifs

Se reporter aux principes comptables de la note 11.2 – Dépréciation d'actifs.

Au 30 juin 2020, ce poste inclut exclusivement l'écart d'acquisition résultant de l'acquisition de centrales éoliennes irlandaises en exploitation en 2019.

Perte de valeur sur les écarts d'acquisition

En l'absence d'identification d'indice de perte de valeur sur le premier semestre 2020, aucune dépréciation n'a été comptabilisée au 30 juin 2020.

NOTE 11.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Principes comptables

Immobilisations incorporelles

Les principales immobilisations incorporelles comptabilisées par le Groupe concernent les dépenses liées au développement des projets.

Les coûts directs et indirects, externes ou internes, de développement sont immobilisés à partir du moment où le succès des projets correspondant est probable.

L'activation des dépenses liées au développement des projets est réalisée en conformité avec la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles ».

Les critères d'activation sont les suivants :

- la faisabilité technique du projet ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre ;
- la capacité à mettre en service l'immobilisation incorporelle ;
- la probabilité de générer des avantages économiques futurs ;
- la disponibilité des ressources techniques et financières pour achever le développement du projet ;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation au cours de son développement.

Le Groupe considère que ces critères sont remplis au moment où un projet rentre dans le portefeuille de développement, c'est-à-dire lorsque les éléments contractuels et les études techniques indiquent que la faisabilité d'un projet est probable (à partir de la phase *early stage*). Lorsque les conditions pour la comptabilisation d'une immobilisation générée en interne ne sont pas remplies, les dépenses liées au développement de projets sont comptabilisées en charges durant l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les dépenses rattachées à ces projets cessent d'être capitalisées à la mise en service industrielle.

Dès lors que le Groupe estime que la probabilité de succès s'amointrit à la suite de facteurs externes à caractère inhabituel, les dépenses liées au développement sont dépréciées et comptabilisées en « Amortissements et provisions opérationnels non courants ».

Lors de l'abandon d'un projet, les dépenses de développement liées à ce projet sont enregistrées en charges au sein des « Autres produits et charges opérationnelles non courants » (se reporter à la note 9).

Le Groupe distingue les frais de développement « Etudes » et « Opération » en fonction de l'état d'avancement du projet à la clôture. Le terme « Opération » regroupe les phases de construction et d'exploitation des centrales.

A partir de la mise en service du projet, l'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif sous-jacent.

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties linéairement en fonction de leur durée de vie estimée.

Les principales catégories d'immobilisations incorporelles et leur durée d'amortissement retenue par le Groupe sont les suivantes :

- logiciels : 1 à 3 ans ;

- frais de développement : 6 à 25 ans, en ligne avec la durée d'utilité estimée des centrales de production d'énergies et des installations de stockage.

Dépréciation des actifs

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », le Groupe examine régulièrement, et au minimum une fois par an, l'existence d'indices de perte de valeur sur les actifs incorporels et corporels à durée d'utilité déterminée et indéterminée (*goodwill*) et les immobilisations incorporelles en cours. S'il existe de tels indices, le Groupe effectue un test de perte de valeur afin d'évaluer si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable, définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de transaction et la valeur d'utilité.

La plupart des actifs immobilisés du bilan sont relatifs aux actifs de production (centrales en développement, en construction ou en opération). Ces actifs, qui ont une durée de vie finie, font l'objet de tests de dépréciation dès lors que des indicateurs de perte de valeur se manifestent.

Dans le cadre de l'activité du Groupe, seuls les projets ayant une rentabilité suffisante à l'origine sont construits et opérés. Dans la mesure où, sans incident de production, les ressources générées par le projet sont prévisibles, le risque de ne pas générer le niveau de flux de trésorerie attendu est faible.

L'évaluation de la valeur d'utilité d'un actif s'effectue généralement par actualisation des flux futurs de trésorerie générés par l'actif. Les actifs qui ne génèrent pas de flux de trésorerie largement indépendants sont regroupés dans des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Le Groupe a retenu comme UGT chaque projet.

Les données utilisées pour mettre en œuvre les tests par la méthode des flux de trésorerie actualisés sont issues des business plans des projets couvrant la durée des contrats de vente d'électricité (pouvant aller jusqu'à 24 ans), et une période de vente sur les marchés courant de la fin des contrats de vente jusqu'à la date de fin de durée d'utilité des actifs sous-jacents. Les hypothèses sous-jacentes sont systématiquement mises à jour à la date du test.

La variation des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

(En millions d'euros)	Frais de développement immobilisés - Opération	Frais de développement immobilisés - Etudes ⁽²⁾	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeurs Brutes				
Au 31 décembre 2019	68,0	46,5	81,3	195,8
Acquisitions ⁽¹⁾	4,1	14,0	0,2	18,3
Diminutions	-	(2,1)	-	(2,1)
Autres mouvements et reclassements	3,3	(3,7)	(0,9)	(1,2)
Au 30 juin 2020	75,5	54,7	80,6	210,7
Amortissements et dépréciations				
Au 31 décembre 2019	(7,2)	(3,2)	(2,2)	(12,5)
Dotation aux amortissements	(1,2)	-	(0,9)	(2,1)
Perte de valeur	-	(0,6)	-	(0,6)
Reprise de perte de valeur	-	1,9	-	1,9
Autres mouvements et reclassements	0,0	(0,0)	0,0	0,0
Au 30 juin 2020	(8,4)	(1,9)	(3,0)	(13,3)
Valeurs nettes				
Au 31 décembre 2019	60,9	43,3	79,2	183,3
Au 30 juin 2020	67,2	52,8	77,5	197,5

(1) Au cours du premier semestre 2020, le Groupe a activé des charges directement imputables au développement de projets pour un montant de 18,1 millions d'euros. Ces investissements concernent principalement des projets localisés en Australie, en France, au Mexique, en Finlande, en Argentine, en Irlande, au Mozambique, aux USA et au Portugal.

(2) Au 30 juin 2020, le poste « Frais de développement immobilisés – Etudes » s'élève à 52,8 millions d'euros en valeur nette, et comprend 11,6 millions d'euros de dépenses activées relatives aux projets dont le tarif est sécurisé au 30 juin 2020.

NOTE 11.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La variation des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

(En millions d'euros)	Actifs de production	Actifs de production en-cours	Droits d'utilisation sur actifs loués ⁽³⁾	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeurs Brutes					
Au 31 décembre 2019	1 890,1	611,2	139,4	20,4	2 661,1
Acquisitions ⁽¹⁾	(0,0)	177,2	-	1,3	178,5
Cessions	-	(0,0)	(0,1)	(0,0)	(0,1)
Effet de change	(23,2)	1,3	(0,9)	(0,0)	(22,8)
Autres mouvements et reclassements ⁽²⁾	330,0	(323,3)	11,6	0,2	18,5
Au 30 juin 2020	2 196,8	466,4	150,1	21,8	2 835,2
Amortissements et dépréciations					
Au 31 décembre 2019	(265,0)	(1,0)	(6,4)	(1,4)	(273,7)
Dotations aux amortissements	(47,3)	-	(2,6)	(0,3)	(50,2)
Cessions	-	-	0,0	0,0	0,1
Effet de change	1,4	(0,0)	0,0	0,0	1,5
Autres mouvements et reclassements	(0,0)	-	(0,0)	0,0	(0,0)
Au 30 juin 2020	(310,8)	(1,0)	(8,9)	(1,7)	(322,4)
Valeurs nettes					
Au 31 décembre 2019	1 625,2	610,2	133,1	18,9	2 387,3
Au 30 juin 2020	1 886,0	465,4	141,2	20,2	2 512,8

- (1) Les acquisitions de la période correspondent aux centrales en construction sur le premier semestre 2020, et notamment les projets :
- En Australie : Bulgana (6,7 millions d'euros) ; extension de Hornsdale Power Reserve (7 millions d'euros) ;
 - Dans la zone Amériques : El Llano (40 millions d'euros) au Mexique ; Altiplano (34,1 millions d'euros) en Argentine et Capella (11,4 millions d'euros) au Salvador ;
 - En Europe : Hedet (12,6 millions d'euros) en Finlande, cinq projets éoliens en France (27,4 millions d'euros) et cinq projets solaires en France (15,2 millions d'euros).
- (2) Les reclassements sur les droits d'utilisation (11,6 millions d'euros) correspondent aux nouveaux baux entrés en immobilisations selon IFRS 16 « Contrats de location ».
- (3) Il s'agit essentiellement de droits d'utilisation de terrains (pour les centrales en construction et exploitation, pour un montant de 138,9 millions d'euros), ainsi que de droits d'utilisation relatifs à des bureaux, pour un montant de 2,3 millions d'euros.

Il n'existe aucun indice de perte de valeur nécessitant la mise en œuvre de tests de dépréciation sur les actifs corporels et incorporels au bilan du Groupe en date de publication de ses comptes consolidés.

NOTE 12. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

(En millions d'euros)	30.06.2020	31.12.2019
Dépôts de garantie	84,6	111,0
Titres non consolidés	2,4	2,5
Prêts à plus d'un an	12,1	11,6
Total autres actifs financiers non courants	99,1	125,2

Dépôts de garantie

Les dépôts de garantie correspondent principalement :

- aux comptes de réserve de financements mis en place dans le cadre des financements de projets relatifs aux actifs de production ;
- aux dépôts constitués dans le cadre de réponses à des appels d'offres.

La réduction de la période s'explique essentiellement par le remboursement de dépôts de garantie liés au financement d'actifs de production.

NOTE 13. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

(En millions d'euros)	30.06.2020	31.12.2019
Placements à court terme	0,7	11,6
Disponibilités	588,8	448,9
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	589,5	460,5

La trésorerie au 30 juin 2020 correspond principalement aux disponibilités :

- détenues par Neoen S.A. (288,3 millions d'euros), dont la variation sur le premier semestre 2020 (+ 102,9 millions d'euros) s'explique principalement par l'émission de l'OCEANE Verte d'un montant de 170 millions d'euros en juin 2020 et des remontées de trésorerie provenant des sociétés projets, liées aux flux de trésorerie nets générés par l'exploitation des centrales et au refinancement des centrales Hornsdale 1, 2 et 3, compensés par des investissements sous forme d'apports en fonds propres et en comptes courants dans les nouveaux projets ;
- localisées dans les sociétés projets et holdings associées (271,9 millions d'euros), dont la variation sur le premier semestre 2020 (+ 26,8 millions d'euros) résulte, pour les actifs en construction, de tirages de dettes seniors et d'apports en fonds propres venant financer les investissements dans les actifs de production, et, pour les actifs en exploitation, des flux de trésorerie générés par l'activité, ayant notamment vocation à assurer le remboursement des financements de projets et la rémunération des apports effectués par les actionnaires ;
- localisées dans les holdings portant des dettes juniors (29,3 millions d'euros, soit - 0,6 million d'euros), et liées aux flux de trésorerie générés par les excédents de trésorerie remontant des actifs de production, permettant de rembourser les échéances de dettes juniors et de rémunérer les apports actionnaires.

Les placements à court terme ne concernent que des sommes limitées et bénéficiant de conditions de liquidités fortes.

NOTE 14. CAPITAUX PROPRES ET DETAIL DES INSTRUMENTS DILUTIFS

Capitaux propres

Les mouvements affectant les capitaux propres du Groupe au cours des exercices 2019 et 2020 sont détaillés dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

Capital social

Au cours du semestre, 2 500 options de souscription d'actions à un prix d'exercice de 4 euros et 133 334 options de souscription d'actions à un prix d'exercice de 6 euros ont été exercées pour un montant total de 810 004 euros dont 538 336 euros de prime d'émission.

Le 10 avril 2020, 2 500 actions gratuites ont été définitivement attribuées.

Le plan d'investissement salarié a eu pour conséquence la création de 25 556 actions (incluant la part abondée par l'entreprise), augmentant le capital de 305 649,76 euros dont 254 537,76 euros de prime d'émission (se référer à la note 1.2).

L'ensemble de ces opérations ont eu pour incidence de faire augmenter le capital de 327 780 euros et de le porter à 170 505 276 euros et la prime d'émission de 792 873,76 euros et la faire porter à 501 839 279,76 euros.

Actions propres

Dans le cadre de l'émission de l'OCEANE Verte, Neoen S.A. a fait l'acquisition de 60 606 de ses propres actions pour un montant de 2 millions d'euros. Au 30 juin 2020, Neoen S.A. détenait directement ou indirectement 260 052 de ses actions, issues principalement d'un programme de rachat d'actions en vue de leur attribution, représentant 5,8 millions d'euros sur la base de la valeur comptable.

Réserves

L'émission de l'OCEANE Verte pour un montant d'environ 170 millions d'euros (se référer à la note 1.2) a été traitée comme un instrument composé se répartissant entre une composante capitaux propres pour 25,2 millions d'euros (comptabilisée en « réserve » pour 24,9 millions d'euros, nette de frais) et une composante dette pour 144,8 millions d'euros (comptabilisée en « financements corporate - non courant » pour 142,8 millions d'euros, nette de frais - se référer à la note 16.2).

Dividendes

Le Groupe n'a procédé à aucune distribution de dividendes.

Participations ne conférant pas le contrôle

(En millions d'euros)		Pourcentage d'intérêt non contrôlé		Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle		Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	
Nom de l'entité	Pays d'activité	30.06.2020	31.12.2019	1er semestre 2020	30.06.2020	1er semestre 2019	31.12.2019
HWF 1 & Holdco	Australie	30%	30%	(0,4)	0,8	0,4	9,8
HWF 2 & Holdco	Australie	20%	20%	(0,1)	0,9	0,2	3,1
HWF 3 & Holdco	Australie	20%	20%	(0,3)	1,5	1,0	4,4
Hedet	Finlande	20%	20%	0,1	(1,1)	(0,7)	(1,1)
Bangweulu Power Company	Zambie	41%	41%	0,8	0,1	1,4	(0,2)
EREC	Jamaïque	50%	50%	(1,0)	(0,6)	(0,0)	0,4
Metoro	Mozambique	25%	25%	(0,1)	0,3	(0,0)	0,4
Mutkalampi	Finlande	20%	20%	(0,0)	2,8	-	2,8
Autres	-			(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)
Total des activités poursuivies				(1,2)	4,4	2,2	19,5
Biomasse Energie de Commentry	France	-	-	-	-	(0,6)	-
Total des activités non poursuivies				-	-	(0,6)	-
Total				(1,2)	4,4	1,6	19,5

Instruments dilutifs

(En nombre d'actions)		30.06.2020	31.12.2019	30.06.2019	31.12.2018
Avant prise en compte des instruments dilutifs					
Nombre d'actions		85 252 638	85 088 748	85 049 998	84 957 498
Nombre d'actions auto-détenues		260 052	198 948	201 376	150 658
Nombre d'actions hors auto-détenues		84 992 586	84 889 800	84 848 622	84 806 840
Nombre moyen d'actions sur la période avant dilution ⁽¹⁾		84 941 193		84 827 731	
Instruments dilutifs	Actions Gratuites	890 644	898 144	604 644	786 698
	Stocks Options	251 666	387 500	426 250	528 750
	OCEANE 2019	6 629 101	6 629 101	-	-
	OCEANE 2020	3 679 653	-	-	-
	TOTAL	11 451 064	7 914 745	1 030 894	1 315 448
Après prise en compte des instruments dilutifs					
Nombre d'actions		96 703 702	93 003 493	86 080 892	86 272 946
Nombre d'actions auto-détenues		260 052	198 948	201 376	150 658
Nombre d'actions hors auto-détenues		96 443 650	92 804 545	85 879 516	86 122 288
Nombre moyen d'actions sur la période après dilution ⁽¹⁾		94 624 098		86 000 902	

(1) Nombre moyen d'actions sur la période hors actions auto-détenues.

NOTE 15. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

Les principaux mouvements ayant affecté les provisions au cours de l'année 2020 se présentent comme suit :

(En millions d'euros)	Provisions non courantes	Provisions courantes
Montant au 31 décembre 2019	13,8	-
Dotations	-	-
Actualisation	0,3	-
Autres mouvements ⁽¹⁾	6,6	-
Montant au 30 juin 2020	20,7	-

(1) Les autres mouvements correspondent exclusivement aux provisions pour démantèlement constatées sur les actifs de production entrés en exploitation sur la période.

Les provisions pour démantèlement constatées au titre des actifs de production en exploitation s'élèvent à 20,4 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 13,5 millions d'euros au 31 décembre 2019.

NOTE 16. FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

NOTE 16.1. RÉSULTAT FINANCIER

(En millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Charges d'intérêts sur emprunt	(36,6)	(30,3)
Charges financières sur instruments dérivés	(9,0)	(3,8)
Charges d'intérêts sur droits d'utilisation	(2,5)	(1,5)
Coût de l'endettement financier	(48,2)	(35,6)
Produits et charges d'intérêts sur prêts d'actionnaires	(0,4)	(0,0)
Gains et pertes de change	(1,5)	2,8
Autres produits et charges financiers	(5,5)	3,5
Total autres produits et charges financiers	(7,4)	6,4
Résultat financier	(55,5)	(29,2)

La hausse du coût de l'endettement financier s'explique d'une part par l'augmentation du nombre de centrales sous financement et d'autre part par la mise en place de financements corporate (essentiellement liée à l'émission d'OCEANE en octobre 2019).

Les charges financières sur instruments dérivés correspondent au recyclage en résultat de la juste valeur des instruments financiers dérivés considérés comme efficaces, comptabilisée en autres éléments du résultat global.

Les gains et pertes de change proviennent des écarts de conversion constatés sur les actifs et passifs courants et les passifs non courants libellés en devises étrangères. Au premier semestre 2020, les gains de change constatés au titre de la trésorerie et des emprunts libellés en devises étrangères compensent partiellement les pertes de change constatées sur les actifs courants libellés en pesos argentins et en pesos mexicains.

Les autres produits et charges financiers ont été principalement affectés par les éléments suivants au cours du premier semestre 2020 :

- Le refinancement des centrales australiennes Hornsdale 1, 2 et 3 a entraîné la constatation immédiate en charges financières des anciens *upfront fees* pour (4,7) millions d'euros et (0,2) million d'euros de pénalités ;
- Neoen S.A. a souscrit à un crédit syndiqué dont les commissions de non-utilisation s'élèvent à (0,5) million d'euros ;

NOTE 16.2. DETTE NETTE

(En millions d'euros)	30.06.2020	31.12.2019
Emprunts bancaires - financements des projets	1 928,6	1 757,9
Financements obligataires des projets	179,9	199,5
Dettes locatives	146,4	136,7
Financements corporate	337,8	194,6
Investisseurs minoritaires et autres	30,7	30,4
Instruments dérivés passifs - effets des couvertures	121,0	95,4
Total dettes financières	2 744,4	2 414,6
Investisseurs minoritaires et autres	(30,7)	(30,4)
Total dettes financières ajustées	2 713,7	2 384,1
Placements à court terme	(0,7)	(11,6)
Disponibilités	(588,8)	(448,9)
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	(589,5)	(460,5)
Dépôts de garantie	(84,6)	(111,0)
Instruments dérivés actifs - effets des couvertures	(1,3)	(2,0)
Autres créances	(0,0)	(0,0)
Total autres actifs	(85,9)	(113,0)
Total dette nette	2 038,3	1 810,6

La dette nette a augmenté de 227,7 millions d'euros au cours du premier semestre 2020. Ceci s'explique principalement par la mise en place de nouveaux financements de projets, sans recours sur la société mère, et de l'émission de l'OCEANE Verte (se référer aux notes 1.2 et 14).

Analyse par nature

(En millions d'euros)	Non courantes	Courantes	30.06.2020	Non courantes	Courantes	31.12.2019
Emprunts bancaires - financement des projets	1 669,6	259,0	1 928,6	1 648,4	109,5	1 757,9
Financements obligataires des projets	154,2	25,8	179,9	173,0	26,6	199,5
Dettes locatives	138,4	8,0	146,4	130,5	6,2	136,7
Financements corporate	332,9	4,8	337,8	190,6	4,0	194,6
Investisseurs minoritaires et autres	28,9	1,8	30,7	28,0	2,5	30,4
Instruments dérivés - effets des couvertures	106,2	14,8	121,0	83,8	11,6	95,4
Total Dettes financières	2 430,2	314,2	2 744,4	2 254,2	160,4	2 414,6

Emprunts bancaires – financement des projets

Au premier semestre 2020, de nouveaux emprunts ont été émis dans le cadre du financement des projets du Groupe à hauteur de 169 millions d'euros, couvrant principalement les centrales de El Llano (75,2 millions d'euros) au Mexique, Capella (30 millions d'euros) au Salvador, Altiplano (12,3 millions d'euros) en Argentine, Hedet (11,2 millions d'euros) en Finlande, Metoro (3,6 millions d'euros) au Mozambique ainsi que deux centrales éoliennes (31,1 millions d'euros) et une centrale solaire (2,9 millions d'euros) en France.

A cela s'ajoutent :

- le refinancement des projets Hornsdale 1, 2 et 3 en Australie pour un montant net de frais de 356,5 millions d'euros (ayant donné lieu à (291,1) millions d'euros de remboursement au titre des dettes de financement de projets précédentes) ;
- les remboursements d'emprunts réalisés sur le premier semestre 2020 pour (57,8) millions d'euros, et ;
- l'incidence des effets de changes pour (13,7) millions d'euros ;
- la variation du coût amorti des emprunts pour + 6,2 millions d'euros et des intérêts courus pour + 1,6 million d'euros.

Au 30 juin 2020, il n'est constaté aucune indication que les différentes sociétés financées par des dettes projet et mezzanines ne respectent pas leurs covenants de ratios financiers de DSCR minimum, ou de fonds propres minimum.

Financements obligataires des projets

Les financements obligataires comprennent essentiellement des dettes juniors sur des projets. La réduction constatée au premier semestre 2020 correspond aux remboursements effectués dans le cadre du refinancement des centrales Hornsdale 1, 2 et 3 (23,2 millions d'euros).

Financements corporate

Des obligations convertibles sous forme d'OCEANE Verte ont été émises en 2020 pour un montant de 170 millions d'euros. S'agissant d'un instrument composé au sens de la norme IAS 32 « Instruments financiers : présentation », 144,8 millions d'euros (142,8 millions d'euros nets de frais) ont été reconnus au titre de la composante dette et 25,2 millions d'euros (24,9 millions d'euros nets de frais) enregistrés au titre de la composante *equity* (se référer aux notes 1.2 et 14).

Dettes locatives

Chaque dette locative est initialement évaluée à la valeur actuelle des paiements de location qui ne sont pas réglés à la date d'entrée en vigueur, actualisée au taux marginal d'emprunt du preneur. Elle est ensuite remboursée et désactualisée suivant le rythme des paiements des loyers. Le nombre de baux rentrant dans le champ d'application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » s'élève à 575 à fin juin 2020 contre 473 à fin 2019.

Investissements minoritaires et autres

Ce poste est essentiellement constitué des apports en compte-courant des co-actionnaires pour le financement des projets des entités co-détenues. Les variations 2020 concernent les centrales d'Hedet, et de Mutkalampi en Finlande, et de Paradise Park en Jamaïque.

Instruments financiers dérivés

Compte tenu de l'impact des nouveaux instruments contractés sur la période et de la baisse sensible des taux d'intérêt observée dans la plupart des zones géographiques où opère le Groupe, la juste valeur négative de ces instruments a progressé de 58,3 millions d'euros. Le refinancement des centrales Hornsdale 1, 2 et 3 a par ailleurs donné lieu au décaissement de (31,3) millions d'euros correspondant à la variation de la juste valeur associée au dénouement des swaps historiques.

Ventilation des dettes financières par devise (hors dette locative et investissements minoritaires)

(Contre-valeur en millions d'euros au cours de clôture)	EUR	USD	AUD	Autres ⁽¹⁾	30.06.2020
Emprunts bancaires - financement des projets	685,9	508,5	713,5	20,8	1 928,6
Financements obligataires des projets	179,9	-	-	-	179,9
Financements corporate	337,8	-	-	-	337,8
Instruments dérivés - effets des couvertures	30,1	26,6	64,3	-	121,0
Total Dettes financières	1 233,7	535,0	777,8	20,8	2 567,3

(Contre-valeur en millions d'euros au cours de clôture)	EUR	USD	AUD	Autres ⁽¹⁾	31.12.2019
Emprunts bancaires - financement des projets	669,0	397,6	676,1	15,2	1 757,9
Financements obligataires des projets	72,4	22,3	104,9	-	199,5
Financements corporate	194,6	-	-	-	194,6
Instruments dérivés - effets des couvertures	19,7	12,8	62,9	-	95,4
Total Dettes financières	955,7	432,6	843,9	15,2	2 247,5

(1) La dette libellée dans d'autres devises correspond à un financement de TVA en attente de remboursement, libellé en pesos mexicains, et relatif au projet El Llano au Mexique.

Ventilation des dettes financières par typologie de taux

(En millions d'euros)	30.06.2020	31.12.2019
Dettes à taux fixes	1 035,8	856,2
Dettes à taux variables	1 587,7	1 463,0
Effet des couvertures	121,0	95,4
Total des dettes financières après effet des couvertures	2 744,4	2 414,6

Les financements de projets souscrits généralement à taux variable et les flux d'intérêts variables font l'objet d'une couverture qui représente en général 75 % ou plus du montant financé à taux variable. Ces instruments de couverture sont valorisés à leur juste valeur.

Ventilation du total des dettes financières par échéance

(En millions d'euros)	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de cinq ans	Total dettes financières
Emprunts bancaires - financement des projets	259,0	325,5	1 344,2	1 928,6
Financements obligataires des projets	25,8	46,4	107,8	179,9
Dettes locatives	8,0	6,9	131,5	146,4
Financements corporate	4,8	4,3	328,6	337,8
Investisseurs minoritaires et Autres	1,8	0,4	28,6	30,7
Instruments dérivés - effets des couvertures	14,8	61,4	44,8	121,0
Total au 30 juin 2020	314,2	444,8	1 985,5	2 744,4

(En millions d'euros)	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de cinq ans	Total dettes financières
Emprunts bancaires - financement des projets	109,5	306,3	1 342,1	1 757,9
Financements obligataires des projets	26,6	53,8	119,2	199,5
Dettes locatives	6,2	6,5	124,0	136,7
Financements corporate	4,0	7,5	183,0	194,6
Investisseurs minoritaires et Autres	2,5	0,4	27,5	30,4
Instruments dérivés - effets des couvertures	11,6	39,1	44,7	95,4
Total au 31 décembre 2019	160,4	413,6	1 840,6	2 414,6

Ventilation par flux des dettes financières

(En millions d'euros)	31.12.2019	Flux de trésorerie	Variations sans effet de trésorerie					30.06.2020
			Effet de change	Variation de périmètre	Variation de juste valeur et coût amorti	Intérêts courus	Autres variations ⁽¹⁾	
Emprunts bancaires - financement des projets	1 757,9	176,5	(13,7)	-	6,2	1,6	(0,0)	1 928,6
Financements obligataires des projets	199,5	(24,8)	(1,1)	-	0,9	5,4	0,0	179,9
Dettes locatives	136,7	(2,8)	(0,9)	-	-	1,9	11,6	146,4
Financements corporate	194,6	140,5	-	-	0,3	0,3	2,1	337,8
Investisseurs minoritaires et autres	30,4	0,4	(0,1)	0,0	-	-	0,0	30,7
Instruments dérivés - effets des couvertures	95,4	(31,3)	(1,5)	-	58,3	-	-	121,0
Total Dettes financières	2 414,6	258,5	(17,2)	0,0	65,7	9,2	13,7	2 744,4

(1) Les autres variations des dettes locatives correspondent à des variations non-cash liées aux nouveaux contrats de location en application de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

NOTE 16.3. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Principes comptables

Afin de se couvrir contre la variation des taux d'intérêt associée aux financements des investissements du Groupe, Neoen a recours à des swaps de taux (se référer à la note 17.1).

Au 30 juin 2020, la comptabilité de couverture de flux de trésorerie est appliquée pour ces instruments financiers dérivés, en application de la norme IFRS 9 « Instruments financiers ». Les effets relatifs à ces swaps de taux sont reconnus en résultat de manière symétrique aux flux d'intérêts hautement probables couverts provenant des financements du Groupe.

Au cours du premier semestre 2020, un montant de (59) millions d'euros a été reconnu en autres éléments du résultat global au titre de la variation de juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie et 3,7 millions d'euros ont été recyclés par résultat.

Au cours du premier semestre 2019, un montant de (71,8) millions d'euros a été reconnu dans les autres éléments du résultat global au titre de la variation de juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie, et 0,8 million d'euros ont été recyclés en résultat.

NOTE 16.4. JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Principes comptables

La juste valeur d'un actif et d'un passif est le prix qui serait convenu entre des parties libres de contracter et opérant aux conditions du marché. La détermination de la juste valeur doit être fondée sur des données de marché observables qui fournissent l'indication la plus fiable de la juste valeur d'un instrument financier.

Pour les instruments financiers dérivés, se reporter aux notes 16.2 et 16.3.

La juste valeur des dettes fournisseurs et des créances clients correspond à la valeur comptable indiquée au bilan, l'effet de l'actualisation des flux futurs de trésorerie n'étant pas significatif.

Au 30 juin 2020 (En millions d'euros)	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur	Coût amorti	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat non recyclable	Dettes au coût amorti	Dérivés documentés en Cash Flow Hedge
Instruments financiers dérivés	2	1,3	1,3		1,3			
Clients et comptes rattachés	-	74,2	74,2	74,2				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	589,5	589,5		589,5			
Total actifs financiers		665,1	665,1	74,2	590,8	-	-	-
Dettes financières non courantes	3	2 324,1	2 372,6				2 324,1	
Autres passifs non courants	3	34,0	34,0				34,0	
Instruments financiers dérivés	2	121,0	121,0					121,0
Dettes financières courantes	3	299,4	299,4				299,4	
Fournisseurs et comptes rattachés	-	98,5	98,5				98,5	
Total passifs financiers		2 877,0	2 925,5	-	-	-	2 756,0	121,0
Au 31 décembre 2019 (En millions d'euros)								
Instruments financiers dérivés	2	5,8	5,8		5,8			
Clients et comptes rattachés	-	33,8	33,8	33,8				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	503,8	503,8		503,8			
Total actifs financiers		543,4	543,4	33,8	509,7	-	-	-
Dettes financières non courantes	3	2 170,4	2 186,6				2 170,4	
Autres passifs non courants	3	34,1	34,1				34,1	
Instruments financiers dérivés	2	95,4	95,4					95,4
Dettes financières courantes	3	148,8	148,8				148,8	
Fournisseurs et comptes rattachés	-	126,3	126,3				126,3	
Total passifs financiers		2 575,0	2 591,2	-	-	-	2 479,5	95,4

Les niveaux de classification sont définis comme suit :

- niveau 1 : prix coté sur un marché actif ;
- niveau 2 : prix coté sur un marché actif pour un instrument similaire, ou autre technique d'évaluation basée sur des paramètres observables ;
- niveau 3 : technique d'évaluation incorporant des paramètres non observables.

NOTE 17. GESTION DES RISQUES

La politique de gestion des risques est décrite en note 20 aux états financiers consolidés au 31 décembre 2019.

NOTE 17.1. RISQUE DE TAUX

Le Groupe est exposé aux risques de marché du fait de ses activités d'investissements. Cette exposition est principalement liée aux fluctuations des taux d'intérêts variables relatifs aux financements de ses projets.

Ainsi, l'objectif de gestion du risque de taux du Groupe est de sécuriser et préserver l'équilibre économique des projets en limitant la variabilité future de la charge financière associée à leurs financements. Ceci repose sur la mise en place d'instruments financiers de couverture.

Les couvertures sur le risque de taux d'intérêt sont effectuées au moyen d'instruments contractés de gré à gré, avec des contreparties de premier rang. Le Groupe contracte des instruments financiers, afin de couvrir son financement à taux variables, avec pour cible de fixer un minimum de 75 % du besoin de financement à taux variable des projets. A ce titre, le Groupe a contracté des swaps de taux et des caps qui sont qualifiés de couverture de flux de trésorerie.

La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif de limiter et de maîtriser les variations des taux d'intérêt et leurs répercussions sur le résultat et les flux de trésorerie futurs.

Au 30 juin 2020 (En millions d'euros)	Montants notionnels par échéance			Juste valeur	Enregistré en capitaux propres	Enregistré en résultat
	Inférieur à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total			
Swaps de taux - Solaire	(129,5)	(315,2)	(444,7)	(61,7)	68,4	-
Swaps de taux - Eolien	(157,9)	(419,2)	(577,2)	(59,3)	90,0	-
Caps de taux	(143,3)	(89,1)	(232,4)	1,3	4,4	-
Total	(430,8)	(823,5)	(1 254,3)	(119,7)	162,8	-

NOTE 17.2. RISQUE DE CHANGE

Les risques de change portent sur les transactions opérationnelles en devises étrangères (dollar américain et dollar australien principalement) qui ont tendance à augmenter avec le déploiement soutenu du Groupe à l'international. Afin d'éviter tout risque de change sur les actifs en opération, le Groupe finance systématiquement chacun de ses actifs dans la devise fonctionnelle de celui-ci.

NOTE 17.3. RISQUE DE CONTREPARTIE

Compte tenu de la pluralité des fournisseurs et sous-traitants disponibles sur les marchés sur lesquels intervient le Groupe, celui-ci considère que l'insolvabilité de l'un d'entre-deux ou d'une faible part ne pourrait avoir de conséquences significatives sur la poursuite de l'activité.

Dans la mesure où les contrats de vente d'électricité ou contrats pour différence sont conclus avec des contreparties étatiques (Etats ou entreprises contrôlées par un Etat), des entreprises de distribution d'électricité et avec un nombre limité d'acheteurs privés, le Groupe considère que le risque de contrepartie lié aux créances clients est à ce jour non significatif.

Le Groupe place ses disponibilités et quasi-disponibilités auprès d'institutions financières de premier rang.

Le Groupe souscrit des dérivés de taux de gré à gré avec des banques de premier rang dans le cadre de conventions qui prévoient de compenser les montants dus et à recevoir en cas de défaillance de l'une des parties contractantes. Ces accords de compensation conditionnels ne respectent pas les critères de la norme IAS 32 « Instruments financiers : présentation » pour permettre la compensation des instruments dérivés actifs et passifs au bilan. Ils entrent cependant dans le champ d'application des informations à fournir au titre de IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » sur la compensation.

NOTE 17.4. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité correspond à l'incapacité que pourrait avoir le Groupe à faire face à ses engagements financiers immédiats ou à court terme.

Pour prévenir ce risque, le Groupe procède plusieurs fois par an à une analyse de ses besoins en liquidité sur un horizon de 12 mois glissants.

À la date d'arrêt de ses comptes, le Groupe dispose des liquidités nécessaires pour financer son activité courante et son développement, mais aussi faire face à des événements exceptionnels.

La trésorerie détenue par les sociétés holdings et de développement s'élève au 30 juin 2020 à 304,6 millions d'euros, contre 285 millions d'euros pour les sociétés projets (actifs en opération et en construction).

(En millions d'euros)	30.06.2020	31.12.2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	589,5	460,5
Lignes de crédit corporate disponibles	237,0	130,0
Total	826,5	590,5

Lignes de crédit corporate disponibles

Le Groupe possède des lignes de crédit court terme, d'un montant de 237 millions d'euros, dont 200 millions d'euros de crédit syndiqué, composé d'un prêt corporate de 125 millions d'euros non mobilisé à date et d'une ligne de crédit revolving de 75 millions d'euros elle aussi non mobilisée, pour assurer notamment les besoins en fonds de roulement de la société mère.

Lignes de crédit accordées aux projets

Au 30 juin 2020, le Groupe bénéficiait d'engagements reçus au titre de ses financements de projet et d'exploitation pour un montant de 186,6 millions d'euros non utilisés à cette date.

NOTE 17.5. RISQUES LIÉS AUX ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

Le Groupe vend de l'électricité dans le cadre de contrats de long-terme faisant l'objet d'engagements fermes de la part de ses contreparties, dont de nombreux États. Il est arrivé, dans des pays dans lesquels il n'opère pas à ce jour (Espagne en particulier), que des États remettent en cause rétroactivement certains tarifs de rachat particulièrement bonifiés. Toute remise en cause de cette tarification serait susceptible d'impacter significativement les états financiers du Groupe.

La stratégie multi-filière et multi-pays du Groupe a pour effet de limiter ce risque en réduisant son exposition à une technologie ou à un pays particulier. Le prix particulièrement compétitif de l'électricité produite par Neoen dans la grande majorité de ses contrats constitue également une couverture naturelle contre ce risque.

NOTE 18. ENGAGEMENTS HORS BILAN

NOTE 18.1. ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNÉS

(En millions d'euros)	30.06.2020	31.12.2019
Garanties accordées à des fournisseurs	196,7	111,1
Maintenance	779,6	650,4
Autres engagements	200,0	242,0
Engagements donnés liés aux activités opérationnelles	1 176,3	1 003,5
Actifs donnés en garantie	2 804,4	2 786,3
Engagements donnés liés aux activités de financement	2 804,4	2 786,3
Total des engagements hors bilan donnés	3 980,8	3 789,8

Garanties accordées à des fournisseurs

Dans le cadre de la construction de ses actifs de production, le Groupe peut être amené à octroyer temporairement des garanties à ses fournisseurs.

Maintenance

Dans le cadre de l'exploitation de ses actifs de production, le Groupe est amené à signer des contrats de maintenance pouvant s'étaler sur plusieurs exercices. Les prestations sont comptabilisées en charges l'année où elles sont réalisées.

Autres engagements donnés

Il s'agit principalement de garanties données par le Groupe dans le cadre du développement des projets telles que des garanties de soumission à des appels d'offres, des garanties de performance ou encore de démantèlement.

Actifs donnés en garantie

Les dettes contractées par le Groupe, dans le cadre de financements de projets, sont assorties dans la plupart des cas de nantissements sur l'ensemble des titres et avances en comptes courants d'associés ainsi que de gages sur les actifs en garantie de remboursement de la dette bancaire jusqu'à son extinction.

NOTE 18.2. ENGAGEMENTS HORS BILAN REÇUS

(En millions d'euros)	30.06.2020	31.12.2019
Engagements d'achat d'énergie	6 010,7	5 999,6
Autres engagements reçus	1 300,6	1 099,0
Engagements reçus liés aux activités opérationnelles	7 311,3	7 098,6
Lignes de crédits accordées aux projets	186,6	264,5
Lignes de crédits corporate disponibles	237,0	130,0
Engagements reçus liés aux activités de financement	423,6	394,5
Total des engagements hors bilan reçus	7 734,9	7 493,1

Engagements reçus d'achat d'énergie

Dans la majorité des cas, lorsqu'une unité de production d'électricité est construite, la société porteuse de projet et appelée à l'exploiter conclut un contrat à long terme de fourniture d'énergie. Le Groupe bénéficie d'engagements d'achat en général pour des périodes allant de 10 à 20 ans. Pour chaque actif sous-jacent, l'engagement a été évalué sur la base des volumes de production estimés par le Groupe sur la durée du contrat d'achat et des prix de vente non inflatés.

Autres engagements reçus

Ceux-ci comprennent principalement les garanties reçues de la part des constructeurs pour la bonne exécution de la construction des centrales ainsi que des fournisseurs au titre de la maintenance.

NOTE 19. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

L'objet de cette note est de présenter les transactions qui existent entre le Groupe et ses parties liées, au sens de la norme IAS 24 « Information relative aux parties liées ». S'agissant d'une clôture intermédiaire, les transactions avec les principaux dirigeants ne sont pas détaillées.

Au cours du premier semestre 2020, aucune opération n'a eu d'effet significatif sur les montants des transactions avec les parties liées publiées au 31 décembre 2019.

NOTE 20. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Plan d'actions gratuites

Le 2 juillet 2020, le Conseil d'administration a décidé d'attribuer gratuitement 140 000 actions de Neoen S.A. à certains salariés du groupe. L'attribution des actions ne sera définitive, sous réserve de remplir les conditions fixées dans le plan d'attribution, qu'au terme d'une période d'acquisition d'une durée de 3 ans.

Plan de rachat d'actions

Neoen a signé le 6 juillet 2020 un mandat pour le rachat d'un maximum de 100 000 actions sur une période allant du 7 juillet au 25 septembre 2020, pour un prix maximum d'achat de 40 euros par action. Cette opération a pour objet l'acquisition de titres en vue de leur livraison dans le cadre de plans d'actions gratuites venant à échéance. A la date de publication des comptes semestriels plus de quarante-mille actions ont été acquises à un prix moyen proche de 38,50 euros.

3.2 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE AU 30 JUIN 2020

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020

Aux actionnaires de la société NEOEN,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés du Groupe Neoen, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration le 23 septembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au COVID-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 23 septembre 2020 commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

A Paris-la Défense et Paris, le 23 septembre 2020

Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés
Benoit PIMONT

RSM Paris
Etienne de BRYAS

RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL 2020

NEOEN
6 rue Ménars
75002 Paris - France
www.neoen.com

NEOEN